L'Orient-Le Jour

mercredi 9 août 2023 | N°16723 QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT DEPUIS 1924 www.lorientlejour.com | **130 000 L.L.**

PRÉSIDENTIELLE 2
Bassil : Le dialogue avec le Hezbollah n'en est qu'à ses débuts

SÉRIE D'ÉTÉ 3 Fouad GEMAYEL
Dr Farid et Mr Fata : cet oncologue qui vous veut du mal

CONCERTS 5 M.G.H.
En dépit de tout, ils (re)viennent au Liban

L'ÉDITORIAL

Durs de la comprenette

Par **Issa GORAIEB**

Nul besoin d'être psychologue pour constater à quel point le déni fait partie de nos mœurs politiques, sinon de nos mœurs tout court. Cette dérive qui consiste à refuser de percevoir et de reconnaître une réalité pénible, traumatisante, est institutionnalisée ; elle tient lieu de doctrine de gouvernement, s'étendant jusqu'aux échelons les plus élevés de l'État. Lors de la rébellion populaire de 2019, on a vu ainsi un président occulter l'ampleur de la contestation en invitant les mécontents à déguerpir ailleurs ; on l'a vu encore réfuter les statistiques sur l'appauvrissement brutal de la population en soutenant que les restaurants continuent d'afficher complet.

Après toutes les balivernes officielles quant à la parfaite solidité de la monnaie nationale, l'inviolabilité des dépôts bancaires et le sérieux des réformes en chantier, c'est à morceau plus gros – à affaire de vie ou de mort – que s'attaquent maintenant les bonimenteurs de la République en vantant les charmes de ce véritable havre de tranquillité et de sécurité qu'est le Liban. Car à ce jour, nos responsables n'ont pas encore compris (c'est bien eux qui l'assurent, la main sur le cœur !) quelle mouche a pu piquer Saoudiens, Émiratis, Koweïtiens, Bahreïnis, Qataris et Omanais quand, à divers degrés d'urgence, ils ont alerté leurs ressortissants sur les périls que comporte tout séjour dans nos belles contrées.

Une semaine de combats à l'arme semi-lourde se déroulant dans le plus peuplé des camps palestiniens, aux portes de la troisième ville du pays, les tirs débordant même parfois sur le centre de Saïda, tout ce meurtrier remue-ménage sans le moindre commentaire du pouvoir libanais ? À en juger par l'assourdissant silence des responsables, ce n'était rien qu'un banal et fâcheux incident de parcours qui a à peine troublé une trépidante saison estivale : l'État veillant à la sécurité de ses hôtes étrangers avec la même sollicitude, le même zèle dont il fait montre, comme tout le monde sait, envers la population locale. Il faut croire cependant que ce funeste déni s'avère encore plus contagieux que le Covid, puisque même dans les rangs de l'opposition on a pu se dire tout aussi incapable de comprendre…

Il n'en fallait pas davantage pour laisser l'opinion publique en proie aux spéculations les plus angoissantes. Force est d'admettre, bien sûr, que les motifs d'alarme ne manquent pas hélas ! Notre doux pays est effectivement un assemblage de poudrières. Et comme si le formidable arsenal guerrier du Hezbollah n'était pas encore assez, les camps de réfugiés regorgent d'armements ; pire, s'y disputent la suprématie de nombreux groupuscules, notoirement téléguidés le plus souvent par les puissances régionales et plus soucieux de s'entre-tuer que de libérer la Palestine. Que l'on ajoute à ce fouillis la réconciliation saoudo-iranienne qui bat de l'aile, le rabibochage syro-saoudien qui ne se porte guère mieux, les renforts navals américains dans les eaux du Golfe et les incessantes manœuvres de pénétration israéliennes, et l'on est amplement servi.

Mais n'en déplaise aux stratèges de salon qui hantent les plateaux de télé, se limiter à ce genre d'exercice, n'est-ce pas un peu chercher midi à quatorze heures en oubliant l'essentiel, celui-là même qui nous fait le plus défaut ? Par fataliste résignation ou par admirable résilience (on ne sait plus trop), les Libanais savent très bien, eux, qu'ils vivent sur une terre naguère bénie des dieux, mais où désormais l'existence humaine et le respect qui lui est dû ne pèsent pas bien lourd. Ni la panne de l'enquête sur l'hécatombe du port de Beyrouth, ni les victimes de tirs de deuil ou de réjouissance, ni la criminelle corrida de chauffards sur les routes n'ôtent leur sommeil à ceux qui nous gouvernent.

Qu'au contraire les royaumes des sables, eux, se préoccupent de la sécurité de leurs ouailles où qu'elles se trouvent, comme l'expliquait lundi l'ambassadeur d'Arabie ; que les touristes du Golfe aillent dépenser ailleurs leurs riyals ou dinars, voilà tout bêtement ce qui peut surprendre, affoler et ridiculiser d'aussi irresponsables dirigeants que les nôtres.

FOCUS 2 Salah HIJAZI
Amine Salam ou les déboires du « meilleur espoir sunnite »

SÉCURITÉ 3
Sally ABOU ALJOUD / O.T.
Les crimes signalés au Liban « en baisse de 38 % » au cours des sept premiers mois de 2023

CONJONCTURE 4 F.G.
Le Liban de moins en moins en capacité de rembourser sa dette, selon Fitch

FOCUS 4
Sophie BOUTIÈRE-DAMAHI
Avec une demande chinoise en baisse, le pétrole saoudien se cherche de nouveaux horizons

COMMERCE 4
Plus forte dégringolade des exportations chinoises depuis 2020

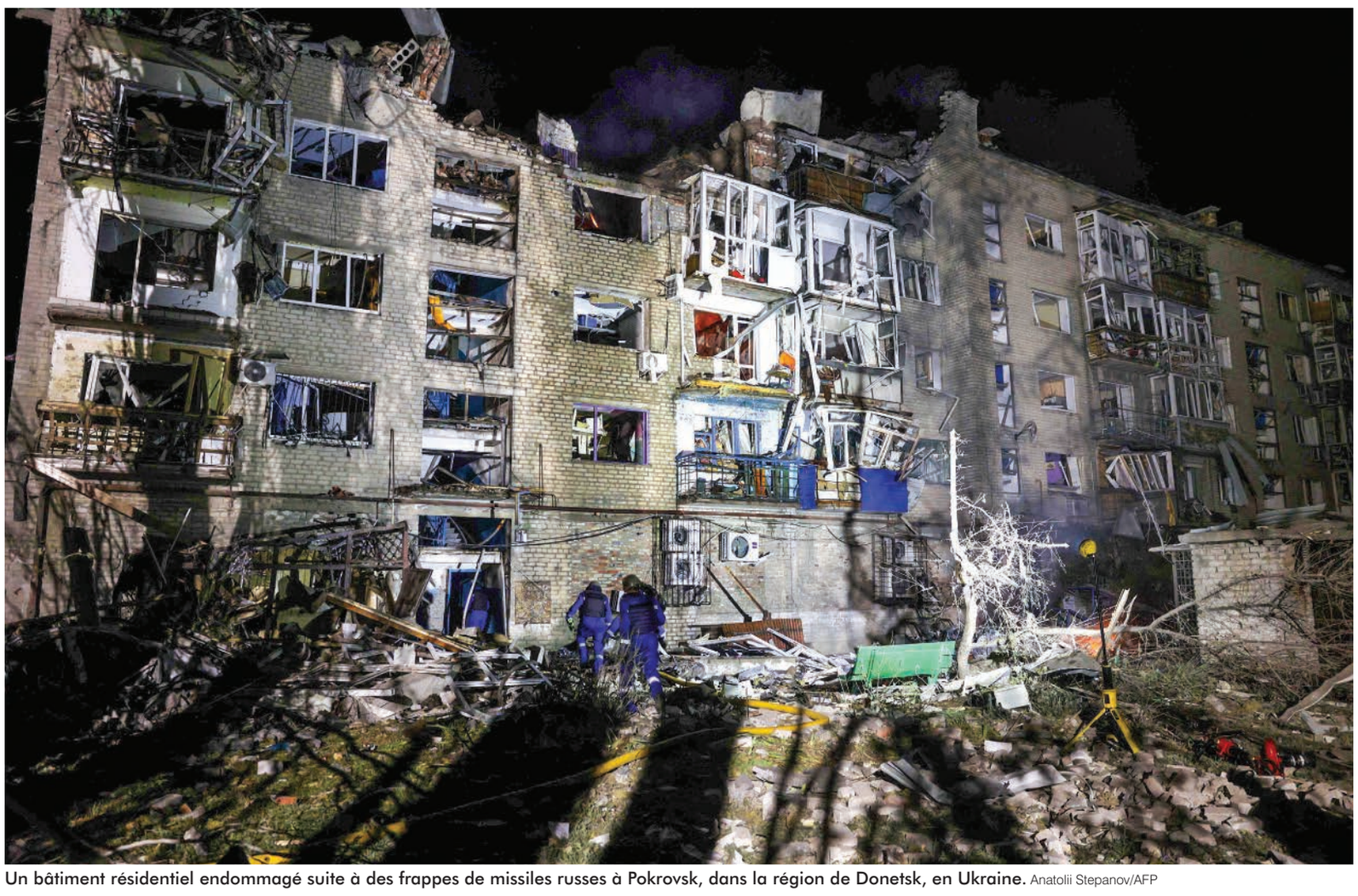
COUP D'ÉTAT 6
Au Niger, les putschistes insensibles aux offres de dialogue

CHAMPIONNAT DE POLE DANCE 8
Jade FOLLEY
Des paillettes plein les yeux et des messages à faire passer

LA MODE 12
Fifi ABOU DIB
« Souviens-toi de l'amour », la collection existentielle d'Ahmad Amer en hommage au Bardo

EXCLUSIF 7 Mounir RABIH

MBZ souhaite réunir Zelensky et Poutine durant la COP28



Un bâtiment résidentiel endommagé suite à des frappes de missiles russes à Pokrovsk, dans la région de Donetsk, en Ukraine. Anatolii Stepanov/AFP

Un sommet de paix Russie-Ukraine au Moyen-Orient ? C'est en tout cas ce que le président émirati Mohammad ben Zayed souhaiterait, espérant organiser une rencontre entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky lors de la conférence mondiale sur le climat qui se tiendra à l'automne prochain à Dubaï, d'après des informations exclusives obtenues par *L'Orient-Le Jour* auprès de diplomates occidentaux et arabes. Une initiative soutenue par le pape François, selon les mêmes sources. Le souverain pontife, dont la position face à la guerre en Ukraine est souvent critiquée, aurait accueilli avec enthousiasme le projet émirati, ayant développé une relation de confiance avec MBZ, affirme une source proche du Vatican. François s'était rendu aux Émirats arabes unis en 2019, devenant ainsi le premier pape à fouler le sol de la péninsule Arabique. D'autres pays occidentaux, notamment les États-Unis, seraient également prêts à soutenir l'organisation d'un tel sommet. Celui-ci ferait suite aux pourparlers tenus à Djeddah le week-end dernier, auxquels l'Arabie saoudite avait réussi à faire venir la Chine, qui soutient pourtant le plan de paix de la Russie, exclue de la rencontre. Sur le terrain cependant, aucune accalmie n'est en vue. Kiev a accusé mardi Moscou d'avoir pilonné des bâtiments civils, faisant sept morts à Pokrovsk, dans l'Est. L'armée russe a quant à elle affirmé avoir visé un centre de commandement militaire, assurant en outre avoir avancé vers Koupiansk, alors que la contre-offensive ukrainienne piétine.

EXÉCUTIF 2 Yara ABI AKL

À Dimane, Mikati gagne son pari symbolique

Le Premier ministre sortant Nagib Mikati (à g.) et le patriarche maronite Béchara Raï, lors de la réunion ministérielle au siège estival du patriarcat à Dimane, le 8 août 2023. Photo Dalati et Nohra

Seize ministres. Voilà ce dont le chef du gouvernement sortant a eu besoin pour gagner symboliquement son pari hier à Dimane. Nagib Mikati a ainsi pu réunir les deux tiers de son équipe sous la houlette du patriarche maronite, Béchara Raï, plus haute autorité religieuse maronite du pays. Une façon pour lui de montrer que bien que boycotté par un important parti chrétien, le Courant patriotique libre, le gouvernement bénéficie d'un appui chrétien de taille. Sauf que ce soutien ne devrait pas être interprété comme une couverture chrétienne de la part du patriarche à l'action du cabinet. D'ailleurs, dans une allocution à l'ouverture de la réunion, le chef de l'Église maronite a évoqué l'élection présidentielle, comme pour définir, une nouvelle fois, les priorités. Il a, en outre, assuré que la réunion de mardi était loin d'être un Conseil des ministres en bonne et due forme. Un message adressé d'abord au courant aouniste. Nagib Mikati en est lui aussi conscient. « Il ne s'agit de défier personne. Je veux que le pays traverse cette période de vacance présidentielle avec le moins de dégâts possible », dit-il à *L'OLJ*. Mais cet argument ne convainc pas Gebran Bassil. Réagissant à la réunion de Dimane, il l'a qualifiée indirectement de « pièce de théâtre ». « La seule couverture que le cabinet peut obtenir est la couverture populaire. Et les pièces de théâtre ne lui permettent pas de jouir de la confiance du peuple », a dit M. Bassil lors d'un point de presse.

Économie **4** - Culture **5** - Monde **6/7** - Sport / Petites Annonces **8** - Détente / Agenda **9** - Courrier / Carnet **10/11**

CRISE POLITIQUE

À Dimane, Mikati marque un point… symbolique

Le Premier ministre sortant assure à « L'Orient-Le Jour » que la réunion informelle tenue mardi sous la houlette du patriarche maronite ne visait à défier « personne ». Un message implicite au courant aouniste.

Yara ABI AKL

Quinze ministres réunis à Dimane sous la houlette du patriarche maronite, Béchara Raï, en présence du Premier ministre sortant Nagib Mikati, le 8 août 2023.
Photo fournie par le bureau de presse du Sérail

« Le gouvernement a été bien accueilli par le patriarche maronite et a reçu un appui. Ni plus ni moins. » C'est ainsi que le Premier ministre sortant, Nagib Mikati, dresse pour *L'Orient-Le Jour* le bilan de la réunion ministérielle informelle tenue mardi au siège d'été du patriarcat maronite en présence de Mgr Béchara Raï. Le chef du gouvernement sortant est donc conscient d'avoir gagné son pari, ne serait-ce que symboliquement. Car dans la forme, M. Mikati a marqué un point : il a réuni une partie de son équipe ministérielle sous la houlette de la plus haute autorité religieuse maronite du pays. Le message est clair : bien que boudé par un important parti chrétien (en l'occurrence le Courant patriotique libre de Gebran Bassil), le cabinet jouit d'un appui chrétien de taille. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Car même l'autorité morale et religieuse du patriarche Raï n'a pas conduit le CPL, lequel, rappelons-le, fait partie du gouvernement, à lâcher du lest.

De son côté, le patriarche maronite a également marqué un point important. Il s'est affirmé comme la référence chrétienne majeure, surtout en période de vacance à la présidence de la République. C'est très probablement pour cette raison qu'il a accepté d'ouvrir les portes de Dimane devant les membres du gouvernement. Sauf que cela ne signifie pas que Béchara Raï assure désormais une couverture chrétienne à celui-ci, dont il a critiqué l'action à plusieurs reprises. Il a d'ailleurs tenu à préciser que la rencontre n'est pas un Conseil des ministres, mais « une réunion spontanée pour discuter des sujets d'actualité ». Comme pour faire comprendre au Premier ministre qu'il ne peut pas gérer le pays comme si de rien n'était. Car aux yeux du prélat, la priorité demeure à l'élection d'un nouveau chef de l'État.

Réfugiés syriens et LGBTQ+

« C'est le patriarche Raï qui a ouvert les discussions en évoquant le dossier de la présidentielle », confie à *L'Orient-Le Jour* un ministre présent à la réunion, initialement consacrée aux dossiers des réfugiés syriens et de la communauté LGBTQ+, au centre de plusieurs discours et polémiques ces dernières semaines.

« Lors de la première visite de l'émissaire présidentiel français Jean-Yves Le Drian, je lui ai dit que ce qu'il avait entendu ne reflète pas la réalité. Notre pays est une république démocratique parlementaire, avec deux candidats à la présidence. Que les députés exercent leur devoir électoral. Soit un président est élu, soit il ne l'est pas. En fonction du résultat, un dialogue pourra être engagé en vue d'un consensus sur un troisième candidat », a lancé le patriarche, dans ce qui constitue un message au tandem Amal-Hezbollah qui bloque la tenue du scrutin présidentiel par le jeu du défaut de quorum.

Cependant, tous les ministres du tandem chiite étaient présents à Dimane mardi. Le ministre sortant de la Culture, Mohammad Mortada (à l'origine de l'idée de la réunion), a qualifié la rencontre d'« excellente ». Une impression confirmée par son collègue de l'Information, Ziad Makary. « Les discussions ont porté sur des questions générales. Ce qui fait que l'importance de la démarche réside dans sa dimension symbolique », dit-il.

Il n'en demeure pas moins que Nagib Mikati a profité de la réunion pour adresser les messages qui s'imposent à ses détracteurs, à commencer par le CPL, qui boycotte les séances du Conseil des ministres tenues en période de vacance à la tête de l'État. « Cette réunion a été improvisée », a-t-il lancé, laissant entendre qu'il ne s'agissait pas d'une séance du Conseil des ministres programmée à l'avance. « Nous sommes surpris du fait que certains considèrent que cette réunion est une atteinte à l'accord de Taëf », a ajouté M. Mikati. « L'esprit de l'accord de Taëf appelle au dialogue entre Libanais », a souligné le Premier ministre. « Il est très difficile de faire comprendre à tout le monde que nous ne voulons défier personne », a dit M. Mikati à *L'OLJ* à l'issue de la réunion.

De source ministérielle, on apprend que le chef de la diplomatie, Abdallah Bou Habib, et le ministre de la Justice, Henri Khoury, ont fait savoir à Nagib Mikati qu'ils « auraient aimé assister à la réunion », mais qu'ils sont « dans l'incapacité de le faire ». Gebran Bassil aurait-il exercé des pressions sur les ministres gravitant dans son orbite ? Très probablement. Contacté, le ministre sortant des Affaires sociales, Hector Hajjar, met l'accent sur le volet politique. « Nous sommes en profond désaccord avec M. Mikati sur sa façon de gérer le pays pendant la vacance présidentielle », rappelle-t-il. Aux yeux de M. Hajjar, c'est un vice de forme qui l'a empêché de se rendre mardi à Dimane. « Personne ne m'a personnellement convié à cette réunion dont je ne connaissais même pas l'ordre du jour », déplore-t-il. « Que l'on oublie le Conseil des ministres et que les réunions officielles se tiennent chez le mufti et les patriarche grec-orthodoxe et grec-catholique », ajoute M. Hajjar. Le ministre sortant du Tourisme, Walid Nassar, qui gardait une marge de manœuvre par rapport à ses collègues aounistes, a lui aussi boycotté la réunion de mardi, pour des motifs similaires à ceux évoqués par M. Hajjar. « Nous n'avons pas officiellement convié les ministres. Nous les avons simplement informés de la tenue de la réunion, afin de leur permettre de prendre la décision qui leur convient », commente Nagib Mikati, qui se doutait du fait que le CPL allait bouder la réunion.

Mais la démarche parrainée par le patriarche Raï ne portait-elle pas clairement un message en direction du parti orange, qui prive le cabinet d'une couverture chrétienne que M. Mikati cherche à compenser à tout prix ? « Il ne s'agit de défier personne. Je veux que le pays puisse traverser cette période de vacance à la tête de l'État avec le moins de dégâts possible », répond le Premier ministre sortant.

Quoi qu'il en soit, la réunion s'est soldée par un communiqué insistant sur la « nécessité d'accélérer l'élection d'un président pour conduire le processus de sauvetage et de rétablissement ». Sur un autre registre, le texte appelle les protagonistes libanais à « collaborer avec les autorités syriennes et la communauté internationale pour résoudre la question des réfugiés syriens ». Enfin, sur la question des LGBTQ+, il invite « toutes les autorités, les institutions éducatives, les médias et la société civile à s'attacher à l'identité nationale, à son éthique et à ses valeurs, notamment la famille ». Il convient d'affronter « les idées qui heurtent l'ordre divin et les principes partagés par tous les Libanais », conclut le texte.

Berry : Le dialogue de septembre est une opportunité à ne pas manquer

Le président du Parlement libanais, Nabih Berry, a déclaré au quotidien *al-Joumhouriya* que le dialogue de septembre, proposé par l'émissaire français Jean-Yves Le Drian pour trouver une solution à la vacance présidentielle en cours, est « une opportunité à ne pas manquer ». Au cours de sa visite à Beyrouth fin juillet, M. Le Drian avait proposé que les acteurs politiques libanais participent à un dialogue informel en septembre pour trouver une solution à l'impasse présidentielle qui dure depuis le 31 octobre, date à laquelle le mandat de l'ancien président Michel Aoun avait pris fin. Dans des propos publiés mardi, le président de la Chambre a ajouté que « si nous parvenons à un consensus, un président sera certainement élu, et le Liban passera d'une réalité brisée à la voie de la reprise ». Le chef du législatif a souligné qu'il appelait depuis longtemps au dialogue, ajoutant : « Nous leur avons dit d'avoir un dialogue avec nous ; ils ont essayé de voir si nous étions sérieux ou non, mais ils l'ont évité. Cela a causé la détérioration de la situation dans laquelle nous nous trouvons. » M. Berry a également fait remarquer que « l'élection présidentielle est une élection constitutionnelle, souveraine et nationale, donc faisons-en une occasion où nous privilégions l'intérêt du Liban sur tout autre intérêt ».

FOCUS

Amine Salam ou les déboires du « meilleur espoir sunnite »

Le ministre de l'Économie semblait avoir un avenir politique prometteur, mais la polémique avec le Koweït risque de contrarier ses plans.

Salah HIJAZI

Le ministre sortant de l'Économie, Amine Salam, reçu par le mufti de la République Abdellatif Deriane, à Dar el-Fatwa, en mars dernier. Photo tirée du site de Dar el-Fatwa

La chute est brutale pour Amine Salam. Le ministre sortant de l'Économie, à un moment considéré comme un potentiel successeur au Premier ministre sortant Nagib Mikati, s'est retrouvé au cœur d'une polémique aux allures de crise diplomatique qui a de quoi compromettre son avenir politique. La raison ? Il a affirmé que le Koweït pouvait reconstruire les silos du port de Beyrouth, soufflés par une double explosion le 4 août 2020, « d'un trait de plume ». Des propos qui ont suscité l'ire des Koweïtiens, puisqu'ils reflètent « une compréhension limitée de la manière dont les décisions sont prises au Koweït », à en croire un communiqué de leur ministère des Affaires étrangères. Or, dans un Liban en quête de financement pour sortir de quatre ans de crise, difficile de prétendre à un avenir politique sans un feu vert des États du Golfe. Surtout quand on est sunnite.

Il se verrait « bien Premier ministre »

Les propos d'Amine Salam interviennent alors qu'il a annoncé, jeudi 3 août, avoir envoyé une lettre à l'émir du Koweït, Nawaf al-Ahmad al-Sabah, lui « demandant au nom du peuple libanais (…) de reconstruire les silos ». Face à la polémique, il est revenu sur ses déclarations, regrettant lors d'une conférence de presse « la confusion autour de l'expression "d'un trait de plume" ». Mais le mal était fait. L'affaire n'est pas sans rappeler celle de Georges Cordahi. L'ancien ministre de l'Information a dû démissionner du gouvernement Mikati en décembre 2021 après avoir provoqué par ses propos hostiles à la guerre au Yémen une rupture momentanée des relations diplomatiques avec les monarchies du Golfe. Il est peu probable que M. Salam fasse de même, la crise étant contenue pour le moment et le gouvernement Mikati III étant déjà démissionnaire. Mais même s'il garde son poste, l'avenir politique autrefois prometteur d'Amine Salam pourrait être compromis. « Amine Salam a clairement pour ambition de devenir Premier ministre, mais les chancelleries arabes et occidentales estiment qu'il n'en a pas l'étoffe », affirme à notre journal un proche du club des anciens Premiers ministres sunnites.

M. Salam, lui, ne s'en cache pas. Il souhaite jouer un rôle important sur une scène sunnite sans leader depuis le retrait de Saad Hariri en janvier 2022. Un rôle qu'aucune figure n'a jusqu'ici pu assumer, faute de poids sur la scène libanaise, mais aussi parce que les pays du Golfe ne soutiennent aucun prétendant.

Amine Salam était inconnu du grand public jusqu'à sa nomination au ministère de l'Économie en septembre 2021. Il fait alors très vite parler de lui. On dit qu'il est proche des Américains, qu'il a (ironie du sort) des liens familiaux avec la famille royale au Koweït, le ministre des Affaires étrangères koweïtien étant son cousin, et surtout qu'il a été choisi d'un commun accord par le Premier ministre Nagib Mikati et le chef du Courant patriotique libre, Gebran Bassil. En effet, le beau-frère de M. Salam est un cadre du CPL, et M. Bassil a espéré que sa nomination serait perçue comme un clin d'œil à la communauté internationale. Le ministre est donc l'une des rares figures sunnites à ne pas être abhorrée par les aounistes et à disposer d'un carnet d'adresses bien fourni. Il le sait et compte bien en tirer profit. En juin 2022, il fait son premier pas pour s'ériger en prétendant sérieux au Sérail, alors que le CPL refuse de reconduire Nagib Mikati. Ainsi, quand le président Michel Aoun convoque les députés au palais de Baabda pour mener les consultations contraignantes et nommer un nouveau Premier ministre après les élections législatives, M. Salam se dit « prêt » à assumer pareille responsabilité. « Plusieurs blocs politiques m'ont contacté », a-t-il affirmé lors d'une interview. Si, en fin de compte, il n'est nommé par aucun député, laissant le champ libre à Nagib Mikati, Amine Salam ne lâche rien et répète à qui veut l'entendre qu'il se verrait « bien Premier ministre ».

« Victime collatérale »

Pendant ce temps, et alors qu'il essayait – en vain – de former une nouvelle équipe ministérielle, Nagib Mikati n'inclut le nom de son ministre de l'Économie dans aucune des moutures qu'il propose, comme pour le punir de l'avoir défié. Mais Amine Salam continue sa stratégie de rapprochement avec le CPL, peut-être dans l'espoir de devenir le Premier ministre du mandat présidentiel suivant, sur lequel Gebran Bassil insiste pour avoir une influence considérable. Il boycotte ainsi la première réunion du Conseil des ministres après la fin du mandat Aoun, convoquée en décembre par le chef du gouvernement et considérée comme anticonstitutionnelle par les chrétiens, notamment le CPL. Une position qui lui vaut un bon point de Gebran Bassil, qui loue lors d'une conférence de presse quelques jours plus tard « la loyauté de Salam ». Dans une volonté apparente de ménager la chèvre et le chou, le ministre finit par assister aux réunions suivantes du gouvernement – qui auraient pu avoir lieu sans lu –, visiblement pour s'épargner les critiques des ténors sunnites.

Mais tous ces efforts ne pourront porter leurs fruits sans couverture arabe. « Amine Salam est grillé. Il ne peut plus prétendre au Sérail. Il est la victime collatérale du ras-le-bol des pays du Golfe vis-à-vis du Liban », estime le proche des anciens Premiers ministres. La polémique intervient en effet au moment même où ces pays, dont le Koweït, ont émis des recommandations de voyage renforcées pour leurs ressortissants au Liban. « En soi, les propos du ministre sont loin d'être scandaleux, remarque notre interlocuteur. Mais le Koweït a réagi ainsi pour envoyer un message clair : les pays arabes ne financeront plus le Liban s'il ne change pas de trajectoire. »

PRÉSIDENTIELLE

Bassil : Le dialogue avec le Hezbollah n'en est qu'à ses débuts

Le chef du CPL a confirmé implicitement qu'il pourrait « faciliter » l'élection du candidat du tandem chiite en échange d'un engagement notamment sur la décentralisation administrative et financière.

Le chef du Courant patriotique libre (CPL), Gebran Bassil, a affirmé mardi, à l'issue d'une réunion du bureau politique du CPL, que le dialogue entre sa formation et le Hezbollah à propos de la présidentielle, n'en est qu'à ses débuts. Il a laissé entendre qu'au bout de ce dialogue, sa formation pourrait « faciliter » l'accession du candidat du tandem chiite à la présidence de la République, en échange d'un engagement préalable sur la décentralisation administrative et financière, la création d'un fonds fiduciaire et l'adoption d'un programme présidentiel.

« La coordination politique était à l'arrêt avec le Hezbollah. Elle a repris après la séance (électorale) du 14 juin (…). Ce que nous proposons, avec le Hezbollah, n'est pas un recul ou une concession ni un revirement, mais un travail politique », a déclaré Gebran Bassil dans une conférence de presse retransmise en direct. « Le dialogue avec le Hezb est à ses débuts. Nous lui avons présenté des idées et nous attendons son retour », a-t-il ajouté.

Les relations entre le parti chiite pro-iranien et le CPL étaient tendues au cours des derniers mois, notamment dans la campagne présidentielle, alors que le pays est sans chef de l'État depuis que Michel Aoun a quitté ses fonctions le 31 octobre 2022.

Après avoir soutenu, avec l'opposition, la candidature de l'ancien ministre Jihad Azour pour la présidentielle, Gebran Bassil a rouvert les canaux de dialogue avec le Hezbollah, après des mois de froid sur fond de divergences autour du soutien de son allié chiite au chef des Marada, Sleiman Frangié, dans la bataille pour Baabda.

« Demandes nationales »

« Deux axes sont possibles : soit nous discutons sans conditions et nous nous entendons sur un candidat consensuel, soit nous facilitons le choix (du candidat du Hezb, Sleiman Frangié), en échange de demandes à caractère national. »

M. Bassil a, dans ce cadre, longuement plaidé en faveur de la création d'un fonds fiduciaire, de l'adoption d'un programme présidentiel et surtout de l'engagement préalable sur une décentralisation administrative et « financière » (fiscale). « Nous avons évoqué quelque chose qui est dans l'intérêt de tous les Libanais et non seulement du CPL ou des chrétiens. Nous appelons à ajouter ces lois d'ores et déjà au programme du mandat à venir », a-t-il souligné. « Nous ne pourrons élire de président que grâce à l'entente. Nous comptons sur un dialogue interlibanais », a encore dit Gebran Bassil.

Il a par ailleurs critiqué une fois de plus l'action du chef du gouvernement sortant, Nagib Mikati, qualifiant la réunion ministérielle tenue plus tôt mardi à Dimane de « pièce de théâtre ». M. Mikati, qui était accompagné de plusieurs ministres, a tenu mardi une réunion consultative au siège patriarcal estival, à l'issue de laquelle il a insisté avec le chef de l'Église maronite, Béchara Raï, sur la nécessité d'élire un président de la République.

Cette réunion avait été proposée le 2 août par M. Mikati au patriarche Raï, alors que le Premier ministre sunnite et son cabinet sont accusés par leurs détracteurs, notamment le CPL, ainsi que par le patriarche, de s'arroger les prérogatives du chef de l'État maronite.

Gebran Bassil a par ailleurs annoncé que son parti se préparait à élire un nouveau chef pour le CPL à partir du 10 septembre prochain.

SÉRIE D'ÉTÉ / LA FACE SOMBRE DE LA DIASPORA LIBANAISE

Dr Farid et Mr Fata : cet oncologue qui vous veut du mal

Au cours de son procès, la procureure fédérale du Michigan a dit du Libano-Américain qu'à bien des égards, il était « pire que Madoff ».

Fouad GEMAYEL

Ils sont libanais, ou d'origine libanaise. Ils ont défrayé la chronique aux quatre coins du monde pour leur comportement sulfureux ou criminel. De Marseille à Cancun, dans le Michigan ou à Sydney, trois d'entre eux finiront leur vie en prison. Le quatrième a grandi dans l'univers du crime, mais a échappé aux mailles du filet. Zoom sur leurs origines, leurs parcours, leurs dérives ou leurs chutes à travers une série de quatre portraits.

Farid Fata. Illustration Guilhem Dorandeu

« Je ferai tout pour soulager les souffrances. Je ne prolongerai pas abusivement les agonies » ; « Je ne me laisserai pas influencer par l'appât du gain ou la recherche de la gloire. » Lorsqu'il prononce ces phrases phares du serment d'Hippocrate en 1992 devant l'ordre des médecins du Liban, Farid Fata s'engage à adopter des valeurs éthiques et morales censées le suivre tout au long de sa carrière. Cet oncologue et hématologue libano-américain aurait pu faire partie de ces expatriés dont on aurait évoqué la success-story, mais il restera dans les annales comme le « plus grand fraudeur de l'histoire » des États-Unis, selon les mots de la procureure fédérale du Michigan, Barbara McQuade. « À bien des égards, il est pire que Madoff (financier à l'origine du plus gros "système de Ponzi", estimé à 65 milliards de dollars, NDLR), dans la mesure où il a porté préjudice non seulement aux comptes bancaires de ses victimes, mais aussi à leur santé », dira-t-elle de lui lors de son procès. Comment ce médecin, l'un des plus respectés au Michigan dans les années 2000, s'est-il retrouvé derrière les barreaux, condamné à la perpétuité ?

Originaire du village de Kfarchima, dans le caza de Baabda, Farid Fata naît en 1965 dans une famille grecque-catholique. En 1983, en pleine guerre civile, il entre en médecine à l'Université Saint-Joseph, où il reste trois ans avant de poursuivre sa formation à l'Université libanaise. Diplôme en main, il immigre en 1992 aux États-Unis pour poursuivre sa spécialisation en oncologie. Il effectue son résidanat au Maimonides Medical Center de Brooklyn de 1993 à 1996, puis entre en internat en hématologie-oncologie au très réputé Memorial Sloan Kettering Cancer Center à New York jusqu'en 1999. L'année suivante, sa carrière démarre en tant que médecin traitant au Geisinger Medical Center à Danville, en Pennsylvanie, jusqu'en 2003. C'est à ce moment-là qu'il décide d'ouvrir son propre cabinet, où il exerce seul, à Rochester Hills dans le Michigan.

Empire médical, fondation caritative

Farid Fata ne se rêve pas en simple médecin de l'Amérique profonde. Il voit grand. Le docteur cherche à être la référence dans la lutte contre le cancer, a minima au Michigan, mais aussi dans tout le pays, et se taille rapidement une excellente réputation. Son charisme et son altruisme séduisent sa patientèle. Très vite, il parvient à ouvrir sept cliniques en à peine huit ans, sous l'enseigne sobrement baptisée Michigan Hematology Oncology (MHO). Son expansion est telle qu'il ouvre ensuite un centre de radiothérapie, le Michigan Radiation Institute (MRI), une pharmacie interne, Vital Pharmacare (Vital), et un centre de tests de diagnostic, United Diagnostics. Un moyen de prendre en charge les malades de A à Z ? En soi, rien de problématique. Si ce n'est que le système mis en place a surtout pour but de maximiser les profits. Grâce à ce stratagème qui pose des questions d'éthique, Farid Fata remplit rapidement ses caisses et ses poches. Avec sa femme Samar et leurs trois enfants, ils s'installent dans une imposante demeure à 1,5 million de dollars à Oakland Township. Ce n'est que le début.

Dans un échange de courriels avec son conseiller financier, datant d'août 2010 et dévoilé par l'enquête du FBI qui va mener à son incarcération, l'oncologue indiquait avoir « besoin d'une faveur » : « Mon père a une super affaire sur un château entièrement meublé à Adma ! Pouvez-vous entrer en contact avec lui et aller voir la maison ? Le prix est de 3 millions de dollars... Faites-moi savoir si vous pouvez voir la maison. Quel est l'intérêt économique et le marché de l'immobilier à Adma ? Y a-t-il une valeur économique à investir dans une telle maison ? » écrit-il alors.

Pour financer sa nouvelle lubie, le médecin demande même à son conseiller s'il est possible de le faire à travers sa fondation, selon les documents du FBI mentionnés dans la presse américaine. Ces documents n'indiquent pas en revanche si cette acquisition a finalement eu lieu. L'homme avait fondé la Fata Foundation aux États-Unis en 2008 dans l'objectif de fournir des contributions à certaines organisations caritatives. Quatre ans plus tard, en septembre 2012, il lance une antenne au Liban, installant son siège à Ballouné, dans le Kesrouan.

« Je savais que c'était médicalement inutile »

Son empire médical assure sa notoriété, son engagement caritatif la conforte. Pendant plusieurs années, le Libano-Américain figure sur les classements des meilleurs médecins de la région, compilés par les magazines locaux. Cela contribue à rediriger vers lui encore plus de patients et à augmenter sa charge de travail.

Ses cliniques ne désemplissent pas. Selon l'enquête américaine et les témoignages récoltés, Farid Fata recevait jusqu'à 50 à 60 patients par jour lors de visites programmées par tranches de 8 minutes. Certains patients rapportent avoir dû attendre leur tour pendant 8 heures.

Mensonge après mensonge

Mais ce qui est en apparence signe de réussite camoufle une réalité plus sombre. Au cours de son procès qui démarre en 2014, il avoue avoir cédé à une quête « autodestructrice » de pouvoir et de richesse, rapporte la presse américaine. Pour parvenir à ses fins, tous les moyens sont bons. Il affirme à certains de ses patients qu'ils ont besoin de chimiothérapie (alors qu'ils avaient simplement besoin d'être surveillés), dupe d'autres en rémission en leur prescrivant une chimiothérapie « de maintenance ». A contrario, il sous-prescrit certains traitements et injections, si cela lui permet d'économiser de l'argent. Et il s'acharne sur des patients en phase terminale à qui il continue d'administrer des traitements, sans que ceux-là n'aient aucun effet bénéfique. Plus il a de patients, plus son stratagème motivé par l'appât du gain se solidifie. « Je savais que c'était médicalement inutile », avoue-t-il pendant son audition, ajoutant avoir « terriblement honte » des actes commis. Cette cupidité l'amène à administrer plus de 9 000 perfusions ou injections médicalement inutiles – toutes ayant des effets secondaires potentiellement nocifs, voire mortels – à pas moins de 553 patients, entre 2007 et 2013, dans le seul objectif de s'enrichir, précise le rapport de l'enquête.

À titre de comparaison, un expert médical cité dans l'enquête indique qu'un oncologue achète en moyenne des médicaments pour environ 1,5 million de dollars pendant une année ; MHO en achetait pour 45 millions par an, pour seulement trois médecins.

Afin d'éloigner les soupçons, il entourloupe son entourage en prétendant que ses traitements font partie d'un protocole « européen » ou « français » révolutionnaire, allant même jusqu'à falsifier, après son arrestation, un document médical censé prouver l'efficacité de sa manière d'utiliser l'un des médicaments auxquels il avait recours. Cette révolution passait par l'assujettissement de ses patients à ce qu'il appelait des séances de chimiothérapie « de maintenance ». Une invention de toutes pièces mise en place pour justifier encore plus d'injections.

Pour empêcher ses patients de remettre en question ses diagnostics, Farid Fata garde précieusement leurs dossiers médicaux, les empêchant d'obtenir un second avis auprès d'un confrère. C'est ce qui contribuera au fait qu'il ne sera pas inquiété durant de longues années, bien que ses méthodes aient été pointées du doigt à plusieurs reprises.

Le château de cartes s'effondre

La roue va tourner pour le médecin, qui côtoie le gratin mondain libanais et américain de la région, et se montre généreux avec l'église melkite de Warren, non loin de chez lui, où se rassemblent des compatriotes.

En 2007, une de ses patientes, Maggie Dorsey, découvre avec stupeur, après avoir subi sept mois de chimiothérapie, qu'elle n'était pas atteinte d'un cancer comme il le prétendait… C'est lors de son hospitalisation en raison d'effets secondaires sévères qu'elle découvre le pot aux roses. Elle porte plainte deux ans plus tard contre Farid Fata, et l'affaire sera réglée à l'amiable, sans que celui-ci n'admette la moindre faute. Mais le mal est fait. Maggie Dorsey est atteinte d'ostéoporose sévère et de neuropathie douloureuse. « Je prends beaucoup de médicaments et même avec tout ce que je prends, cela me soulage juste assez pour que je ne devienne pas folle ou que je ne pleure pas sans cesse », indiquera-t-elle à la procureure lors du procès retentissant de 2014.

Après ce premier avertissement, Farid Fata aurait pu stopper net ses opérations dangereuses et frauduleuses. Mais rien n'y fait. En 2010, une infirmière expérimentée à la recherche d'un poste plus proche de son lieu de résidence passe une journée d'observation dans l'une de ses cliniques avant d'y accepter un poste. Elle découvre alors des pratiques qui vont à l'encontre de celles normalement adoptées par les oncologues. Avec pour seul objectif, dira-t-elle, de garder les patients sous traitement plus longtemps, de sorte à leur injecter des doses de médicament plus importantes. Mais lorsqu'elle soulève cette question devant ses supérieurs, ils ne relèvent rien d'anormal.

Ce n'est que trois ans plus tard, durant l'été 2013, que le Dr Fata va sentir le chaud. Une de ses patientes, Monica Flagg, qui venait à peine d'être admise pour subir son premier traitement de chimiothérapie à vie pour espérer guérir d'un cancer qu'il lui avait diagnostiqué, se casse une jambe en rentrant de la clinique. Elle est alors admise dans un hôpital pour se faire opérer. Hasard du destin, Farid Fata est alors en vacances au Liban. Soe Maunglay, un jeune oncologue du MHO, est chargé du suivi pour s'assurer que tout se passe bien dans l'hôpital où elle est reçue. Mais après une vérification de routine des tests et des résultats de la patiente, il est sidéré. « Non seulement elle n'avait pas de cancer, mais Soe Maunglay lui conseille aussi de "fuir" (Farid) Fata », note le rapport de la procureure. C'est alors qu'il consulte les dossiers de nombreux patients du MHO et relève de multiples cas de comportement non éthique.

Parallèlement à cela, George Karadsheh, un employé du MHO, mène sa propre enquête. Il en parle à Soe Maunglay, qui le réfère à des cas précis qu'il avait constatés. Une fois son dossier complet, il le présente au bureau du FBI de Detroit et porte plainte, début août 2013, contre Farid Fata. Le médecin est arrêté le 6 août. À cette date, celui-ci avait déjà traité plus de 16 000 patients et en suivait encore 1 700 autres.

Deux ans plus tard, le 10 juillet 2015, il est condamné pour avoir délibérément établi de faux diagnostics et avoir prescrit des traitements non nécessaires, dans le but de s'enrichir en fraudant les compagnies d'assurances américaines. Il est reconnu coupable de 16 chefs d'accusation, dont 13 pour fraude dans le domaine des soins de santé. Dans la foulée, la presse américaine rapporte que sa femme, Samar, directrice financière des cabinets MHO, fuit les États-Unis avec leurs trois enfants pour le Liban. L'arnaque aurait coûté quelque 35 millions de dollars aux compagnies d'assurances.

Pour le « mal infligé à ses victimes », « entièrement dans son propre intérêt », la procureure Barbara McQuade demande à ce que Farid Fata écope de la peine maximale, soit 175 ans de prison, 25 ans de plus que la peine infligée à Bernie Madoff. Il n'en recevra finalement que 45, avec l'obligation de restituer 17,6 millions de dollars pour dédommager ses anciens patients et leurs familles ; une somme qui sera ultérieurement revue à la hausse à près de 26,5 millions de dollars.

Ses nombreuses demandes de réduction de peine ont pour l'instant toutes été rejetées. La dernière en date, celle du 23 février 2021, demeure pour l'instant sans réponse. En l'état actuel, Farid Fata ne pourra être libéré qu'à partir de 2050, alors qu'il aura 85 ans. Il pourrait ensuite faire face à de nouvelles plaintes.

SÉCURITÉ

Les crimes signalés au Liban « en baisse de 38 % » au cours des sept premiers mois de 2023

Une source au sein des FSI attribue cette baisse aux améliorations apportées à la sécurité à la suite d'une décision prise en 2021 pour lutter contre l'augmentation de la criminalité.

Sally ABOU ALJOUD / L'Orient Today

Le taux de criminalité déclaré au Liban a considérablement baissé au cours des sept premiers mois de 2023 par rapport à la même période de l'année dernière, selon les données publiées mardi par les Forces de sécurité intérieure (FSI).

Une source des FSI a déclaré à *L'Orient Today* que la baisse de 38 % des crimes signalés est attribuée aux améliorations de la sécurité qui ont résulté d'une décision prise en 2021 pour lutter contre la hausse de la criminalité. La source a ajouté que depuis lors, il y a eu une augmentation des arrestations de criminels et de la lutte contre les gangs.

La source s'est exprimée sous le couvert de l'anonymat, car elle n'était pas autorisée à parler à la presse.

Cette baisse apparente survient « en dépit des conditions de sécurité difficiles » au Liban, affirment les FSI dans leur communiqué de mardi.

Les vols de voiture signalés ont chuté de près de 24 % cette année par rapport à l'année dernière, tandis que les meurtres ont baissé de 22 %. Les cas d'agression ont chuté d'environ 52 % par rapport aux sept premiers mois de l'année dernière.

La source policière a ajouté que le taux de criminalité signalé pour le seul mois de juillet 2023 a chuté de 36 % par rapport au mois de juillet de l'année dernière, « en dépit du fait que nous avons eu plus de personnes et de touristes qui sont venus au Liban ».

En novembre 2022, le ministre sortant de l'Intérieur intérimaire, Bassam Maoulaoui, a affirmé que le taux de criminalité au Liban n'avait pas augmenté par rapport à la même période, de janvier à novembre 2021, malgré les nombreuses crises auxquelles le pays est confronté.

Les propos du ministre sortant contrastent avec ceux du chef de la Sûreté générale de l'époque, Abbas Ibrahim, en juin 2022, qui s'était alors dit préoccupé par « l'instabilité sociale » et avait déclaré que cela l'inquiétait « plus que l'instabilité politique » dans le pays.

Une semaine avant les déclarations de M. Maoulaoui, le chef de l'armée libanaise, Joseph Aoun, avait également lancé un avertissement concernant d'éventuels incidents sécuritaires durant la période de vacance à la présidence qui a commencé le 1er novembre 2022, après la fin du mandat de Michel Aoun, et qui se poursuit encore aujourd'hui.

Une représentation erronée de la réalité

La source des FSI a affirmé mardi que « l'état de préparation de l'institution sécuritaire et sa capacité à assurer la sécurité se sont améliorés par rapport aux années d'avant la crise », malgré le fait que les salaires des agents ont été durement touchés par la dépréciation de la monnaie nationale.

Depuis plus de trois ans, le Liban est assailli par une crise aux multiples facettes, au cours de laquelle la livre libanaise a perdu plus de 98 % de sa valeur par rapport au dollar sur le marché parallèle.

On estime que des centaines de membres des forces de sécurité ont déserté le service. Une partie de ceux qui sont encore en service exercent un second emploi, une pratique illégale mais tolérée par les autorités.

Commentant la baisse de la criminalité annoncée par les FSI pour les trois premiers mois de l'année, un avocat a affirmé à *L'Orient Today* qu'il pensait que ces chiffres pourraient être une fausse représentation de la réalité. L'avocat a requis l'anonymat car il n'était pas autorisé à parler à la presse par l'ordre des avocats de Beyrouth.

« Ces chiffres ne reflètent que les crimes signalés aux FSI, dont les capacités ont diminué, car leurs membres prennent d'autres emplois pour subvenir à leurs besoins après la baisse de leurs salaires », a affirmé l'avocat, ajoutant que cette diminution « pourrait indiquer que les gens ont cessé de faire confiance aux institutions de sécurité et ont cessé de signaler les crimes ».

De plus, l'avocat a ajouté qu'il n'existe aucun mécanisme permettant de s'assurer que les chiffres présentés sont exacts.

Viols et meurtre : des membres de la famille de Lynn Taleb interrogés par la juge Nassar

L'audience menée par la juge d'instruction du Liban-Nord, Samaranda Nassar, de plusieurs membres de la famille de Lynn Taleb, une fillette de 5 ans décédée fin juin à la suite d'agressions sexuelles répétées, a eu lieu mardi, selon plusieurs médias locaux. La juge Nassar devrait interroger les quatre personnes détenues dans cette affaire : la mère, l'oncle et les grands-parents maternels de la victime.

Selon une source judiciaire haut placée, qui s'est récemment exprimée sous couvert d'anonymat auprès de *L'Orient-Le Jour*, la grand-mère de la petite fille est suspectée d'avoir dissimulé des informations et retardé l'hospitalisation de l'enfant avant son décès. Son oncle est accusé de viol et de crime intentionnel. Des « preuves solides » incriminant l'oncle sont également examinées par les tribunaux, avait ajouté la source.

Lynn Taleb avait souffert de saignements internes huit jours après avoir séjourné chez son grand-père à Minyé, dans le nord du Liban. Le séjour avait eu lieu pendant les vacances de la fête de l'Adha, période pendant laquelle les agressions auraient eu lieu. Deux rapports médicolégaux distincts ont confirmé que la fillette avait été violée à plusieurs reprises avant son décès. La mère de l'enfant, Waad Bou Khalil, a été arrêtée peu de temps après son décès. Le 17 juillet, le grand-père maternel de Lynn Taleb, Fawaz Bou Khalil, a également été arrêté au commissariat de police de Hobeich, à Beyrouth. Waad Bou Khalil a par la suite été inculpée pour tentative de dissimulation du crime.

CONJONCTURE

Le Liban de moins en moins en capacité de rembourser sa dette, selon Fitch

L'agence de notation maintient sa note pour la dette libanaise en devises et dégrade celle en livres.

Fitch a abaissé à « RD » les notes de la dette libanaise en monnaie locale, alors que celles-ci étaient de « C » à court terme et de « CC » à long terme. Miguel Medina/AFP

Dans une note publiée en fin de semaine passée, l'agence de notation américaine Fitch a maintenu la note « RD » (défaut restreint ou partiel) aux obligations en devises (eurobonds) à long et court terme, soit un petit cran avant le défaut total, alors que les créanciers attendent toujours une restructuration de la dette libanaise. Ces notes n'ont plus changé depuis le défaut de paiement sur les eurobonds annoncé en mars 2020.

Rendu public par le gouvernement de Hassane Diab, le défaut sur les eurobonds de mars 2020 était le premier de l'histoire du Liban. Cette décision a achevé les cours de ces obligations souveraines, les plaçant parmi les moins chères du monde, voire les moins chères pour certaines. Leur prix gravite depuis plus d'un an entre 6 et 7 cents pour un dollar sur le marché parallèle.

En revanche, Fitch a abaissé à « RD » les notes de la dette libanaise dans la monnaie nationale, alors que celles-ci étaient de « C » à court terme et de « CC » à long terme. Une situation que l'agence explique par le fait que « le gouvernement ne paie pas d'intérêts » sur sa dette en livres libanaises à la Banque du Liban.

Dans sa dernière revue de notation du Liban en août 2022, Fitch considérait que l'accumulation par le gouvernement d'arriérés envers la BDL, dans un contexte de « relation exceptionnellement complexe » et « d'ingénieries financières entre le gouvernement et la banque centrale », était cohérente avec les notations de « CC » et de « C » en fonction des maturités de ces dettes. Mais compte tenu de « l'accumulation prolongée » de ces arriérés, Fitch considère que cette situation est similaire à celle d'un défaut, abaissant encore plus la note de cette dette, bien que les autorités n'aient pas demandé une restructuration de cette dette.

Plus en détail, l'agence estime que les divisions politiques et les intérêts confessionnels ont entravé les réformes nécessaires. Compte tenu du statu quo politique, Fitch ne s'attend pas à des progrès significatifs sur les réformes demandées par le Fonds monétaire international – auprès de qui le Liban essaie d'obtenir une aide de 3 milliards de dollars – et sur la restructuration de la dette. Le FMI avait ainsi identifié 10 réformes à mettre en place avant de débloquer cette aide, dont seulement quatre ont déjà été adoptées.

Une reprise de l'activité économique à partir de 2024 dépend en grande partie de la mise en œuvre des réformes et de la restructuration de la dette, de l'élection d'un nouveau président et de la formation d'un gouvernement, estime l'agence de notation, sans toutefois être optimiste à ce niveau.

Fitch se base en grande partie sur les chiffres du FMI pour établir son constat, relevant notamment que le ratio dette/PIB devrait dépasser les 500 % en 2023 et se trouver dans une fourchette de 450 % à 550 % à moyen terme, en l'absence de réformes et de restructuration. Le FMI estime toutefois que ce ratio diminuera progressivement pour atteindre environ 80 % en 2027, au cas où le Liban enclenchait la restructuration de sa dette en 2024 et adoptait les réformes nécessaires.

F.G.

COMMERCE

Plus forte dégringolade des exportations chinoises depuis 2020

Les exportations de la Chine ont dévissé en juillet pour connaître leur plus fort repli en plus de trois ans, pénalisées par une demande atone à l'étranger et le ralentissement économique dans le pays qui fragilisent des milliers d'entreprises.

Les exportations sont historiquement un levier de croissance clé pour la Chine et cette situation a un impact direct sur l'emploi d'un secteur qui fonctionne désormais au ralenti.

La menace de récession aux États-Unis et en Europe, combinée à une inflation élevée, contribue à affaiblir ces derniers mois la demande internationale en produits chinois.

Les tensions géopolitiques avec les États-Unis et la volonté de certains pays occidentaux de réduire leur dépendance à la Chine ou de diversifier leurs chaînes d'approvisionnement expliquent également ce repli.

Le mois dernier, les ventes de produits chinois destinés à l'étranger ont reculé de 14,5 % sur un an, selon les chiffres en dollars publiés mardi par les douanes chinoises. Il s'agit de leur plus fort repli depuis janvier-février 2020 (-17,2 %), quand l'économie chinoise avait été pratiquement mise à l'arrêt par les débuts de la pandémie de Covid-19. Ce repli était attendu par des analystes sondés par l'agence Bloomberg. Mais pas d'une telle ampleur (-13,2 %). En juin, les exportations chinoises s'étaient déjà contractées de 12,4 % en glissement annuel.

Une demande russe robuste

Le mois dernier, les exportations vers les pays occidentaux étaient dans le rouge sur un an (-18,6 % avec les États-Unis, -8,9 % avec l'Union européenne). Elles sont en revanche demeurées robustes avec la Russie (+73,4 %), confirmant l'accélération du rapprochement économique entre les deux voisins depuis le début de la guerre en Ukraine.

Hormis un bref rebond en mars et avril, les ventes du géant asiatique vers l'étranger sont d'une manière générale constamment en repli depuis octobre 2022.

L'an dernier, les restrictions sanitaires liées au « zéro Covid » avaient durement pénalisé les entreprises tournées vers l'export, en raison des fermetures inopinées d'usines et de difficultés pour le transport et les déplacements. La Chine a finalement levé en décembre 2022 l'essentiel de ses mesures draconiennes, ouvrant la voie à une reprise progressive de l'activité.

Mais le rebond tant espéré tarde à se concrétiser, miné par une consommation intérieure fragilisée par une conjoncture morose et un taux de chômage record chez les jeunes.

Le plan de relance en question

Faute de demande, les importations du géant asiatique ont logiquement reculé en juillet (-12,4 % sur un an). Il s'agit du neuvième mois d'affilée de repli. La contraction est bien plus forte que celle de juin (-6,8 %) et des prévisions d'analystes interrogés par Bloomberg (-5,6 %).

L'excédent commercial de la deuxième économie mondiale a malgré tout atteint 80,6 milliards de dollars, contre 70,2 milliards de dollars un mois plus tôt.

Les chiffres du commerce sont les derniers d'une série d'indicateurs à traduire un essoufflement de la reprise post-Covid en Chine. La croissance chinoise n'a progressé que de 0,8 % entre le premier et le deuxième trimestre 2023, selon les chiffres officiels.

Au moment où nombre d'économistes préconisent un vaste plan de relance, les autorités privilégient des mesures ciblées et les déclarations d'intention à l'égard du secteur privé, sans résultats probants pour le moment. Pour « faciliter la reprise », Pékin pourrait avoir recours à une « dépréciation » de sa monnaie face au dollar afin de « soutenir les exportations », pressent l'analyste Ken Cheung, de la banque japonaise Mizuho. Cette mesure rendrait techniquement le coût des marchandises chinoises plus compétitif à l'étranger. En début d'après-midi mardi, un dollar s'échangeait contre 7,20 yuans, son niveau le plus faible depuis novembre 2022.

Source : AFP

FOCUS

Avec une demande chinoise en baisse, le pétrole saoudien se cherche de nouveaux horizons

Alors que la Chine réduit ses importations de pétrole d'Arabie saoudite, Riyad s'efforce de maintenir des prix du baril élevés. Quitte à diversifier son offre.

Sophie BOUTIÈRE-DAMAHI

Une raffinerie en Arabie saoudite. Photo d'archives AFP

Lundi, l'annonce d'une chute de 12,4 % des importations chinoises de pétrole saoudien par rapport au mois de juin a poussé Aramco à réaffirmer sa volonté de se positionner comme le principal partenaire énergétique de l'empire du Milieu. Dans le cadre d'un plan massif d'investissements dans les hydrocarbures, évalués entre 45 et 55 milliards de dollars pour 2023, la compagnie nationale pétrolière du royaume entend renforcer ses partenariats en Chine. Notamment en pétrochimie, dans un effort de diversification qui lui permettrait de monter dans la chaîne de valeur auprès de Pékin, qui achète près d'un quart des exportations de pétrole saoudien mais augmente aussi ses importations de pétrole russe au rabais depuis le début de la guerre en Ukraine. Comptant sur sa manne pétrolière pour financer ses mégaprojets, Riyad entend bien maintenir sa place de leader sur le marché pétrolier mondial, en influant sur le cours du brut face à la baisse de la demande mondiale, comme par exemple en augmentant et en diversifiant ses capacités de production.

Une baisse des exportations saoudiennes

Car celle-ci est disputée par la Russie, son partenaire principal au sein de l'OPEP+, sous le coup de sanctions depuis son invasion de l'Ukraine en février 2022. Face aux sanctions occidentales qui restreignent ses exportations vers l'Europe, la Russie tente en effet de se tailler une part du gâteau chinois, en vendant son pétrole au rabais. Les importations de brut russe vers la Chine représentent désormais 14 % des approvisionnements chinois, contre 8,8 % avant la guerre. En Inde, c'est à 40 % que les importations russes s'élèvent, contre 3 % avant la guerre en Ukraine. Afin de ne pas se laisser devancer, Aramco a finalisé le mois dernier sa participation de 10 % chez son partenaire chinois Rongsheng Petrochimical pour environ 3,6 milliards de dollars. De quoi permettre à la société saoudienne de fournir près de 500 000 barils de pétrole brut supplémentaires par jour aux raffineries chinoises sur place.

Mais la monarchie wahhabite mise désormais aussi sur la valeur ajoutée du domaine de la pétrochimie, c'est-à-dire les produits dérivés du pétrole et du gaz naturel. Une opportunité fructueuse, d'autant que la Russie ne fournit à la Chine que du pétrole brut. « La Chine représente un marché important pour nous, non seulement en termes de placement de pétrole brut, mais également en termes de croissance des produits chimiques », affirmait lundi Amine Nasser, directeur général d'Aramco. En mars dernier, la compagnie pétrolière avait déjà jeté son dévolu sur la construction d'un complexe pétrochimique dans la province de Liaoning. Aramco, qui détient désormais une participation de 30 % dans la Huajin Aramco Petrochemical Company, pourra en outre écouler 210 000 barils de brut par jour sur ce nouveau site en coentreprise avec son partenaire chinois. « Il y a un certain nombre d'investissements (pétrochimiques) en Chine en préparation que nous évaluons actuellement et que nous annoncerons en temps voulu », appuyait Amine Nasser.

Cette utilisation alternative du pétrole saoudien, pour la production de produits chimiques plutôt que pour produire de l'énergie localement, pourrait par ailleurs servir les objectifs d'Aramco en termes de réduction de ses émissions de carbone. Car jusqu'à présent, le groupe s'est seulement engagé à réduire ses émissions de carbone opérationnelles à zéro net d'ici à 2050. Un objectif qui ne concerne pas les émissions indirectes produites lors de la combustion des carburants, la plus importante de ses activités.

Diminution des barils

Autre stratégie de l'Arabie saoudite pour conserver sa place sur le marché pétrolier international : influencer le cours du brut. Alors que le financement des projets de Vision 2030 reste conditionné à un prix du baril à minimum 80 dollars, selon les analystes, le prince héritier Mohammad ben Salmane doit conjuguer une baisse globale de l'activité économique au refus de ses partenaires de l'OPEP+, qui exportent ensemble près de la moitié du pétrole mondial, de baisser leurs quotas de production. Début août, le Brent a certes clôturé à 86 dollars le baril, son plus haut niveau depuis la mi-avril, mais la volatilité des prix et la concurrence russe poussent Riyad à faire pression pour réduire la production mondiale de barils. Jeudi 3 août, le royaume prolongeait unilatéralement une coupe d'un million de barils par jour décidée en juin, jusqu'en septembre minimum.

Pourtant, la stratégie du gonflement des prix par la réduction de l'offre reste incertaine. Après l'annonce de l'OPEP+ d'une coupe de production de plus de 1,5 million de barils par jour en avril, les exportations de pétrole du royaume avaient par exemple diminué un mois plus tard de 40 % par rapport à la même période en 2022. Pour un résultat porté à 19,2 milliards de dollars, contre 30 milliards l'année précédente.

VITICULTURE

Vendanges 2023 : la production française attendue dans la moyenne

« Incertitude » dans le Bordelais face au mildiou.

Sauf désastre avant les vendanges, la production française de vin est attendue « au niveau de la moyenne » en 2023. La plupart des bassins viticoles ont résisté aux affres du climat et de la maladie, à l'exception notable du Bordelais, frappé par le mildiou.

« La production viticole se situerait en 2023 entre 44 et 47 millions d'hectolitres, au niveau de la moyenne » des années 2018 à 2022, a rapporté mardi le service statistique du ministère, Agreste. Ces prévisions de récolte « sont provisoires au regard de l'incertitude entourant les conséquences des attaques de mildiou dans les vignobles du Bordelais et du Sud-Ouest », précise Agreste.

D'autant que les tout premiers coups de sécateur viennent à peine d'être donnés – la semaine dernière dans des vignes de Fitou, dans le sud de la France – et que les vendanges s'étalent jusqu'au début de l'automne. Dans le trio de tête des producteurs mondiaux de vin avec l'Espagne et l'Italie, la France avait produit plus de 46 millions d'hectolitres de vin en 2022 en dépit de la sécheresse exceptionnelle de l'été.

« Le Bordelais et le Sud-Ouest sont particulièrement touchés par les attaques de mildiou », un parasite mi-algue, mi-champignon. Les feuilles se couvrent de taches et flétrissent, les grappes se dessèchent jusqu'à se momifier et tomber au sol. Le développement de cette maladie a été favorisé par l'association, au printemps, de températures élevées et d'orages accompagnés de fortes pluies.

Une belle vendange s'annonçait à l'origine, mais « le mildiou a fortement affecté la récolte, c'est sûr », a déclaré mardi le directeur de la communication du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB), Christophe Château. Les dégâts sont encore impossibles à évaluer : le mildiou ne sévira pas davantage, mais le vignoble peut encore souffrir des intempéries d'ici au début des vendanges, attendues début septembre pour le sauvignon blanc et mi-septembre pour le merlot (environ 60 % des surfaces), selon le porte-parole des vins de Bordeaux.

La maladie a frappé un vignoble en plein marasme, plombé par la surproduction. Près de 10 000 hectares de vignes (sur 110 000) sont candidats à l'arrachage, après les vendanges, pour réguler l'offre et redresser les prix dans le cadre d'un plan d'aide cofinancé par l'État et les professionnels.

Grappes « bien fournies » en Champagne

Les vendanges débutent cette semaine dans les Pyrénées-Orientales, du côté de Rivesaltes et Calce. Julien Thiery, chef de service viticulture de la chambre locale d'agriculture, s'attend à une récolte « historiquement faible » dans le département, autour de 400 000 hectolitres (contre 569 000 en 2022 et 756 000 en 2013), à cause de la sécheresse. Malgré tout, à l'échelle du Languedoc-Roussillon, qui comprend aussi l'Aude, le Gard et l'Hérault, « la production devrait ne pas trop s'éloigner de la moyenne » des cinq dernières années, relève le service statistique Agreste. En dehors du Languedoc-Roussillon et du Sud-Ouest, « dans la plupart des bassins viticoles, la production serait supérieure à la moyenne quinquennale ou proche de cette dernière », estime le service statistique. En Champagne, « les grappes sont bien fournies » et les maladies « contenues ». La Bourgogne a été affectée par des épisodes de grêle, mais les dégâts sont restés marginaux : « Le potentiel est prometteur, avec des grappes en nombre, malgré parfois la pression du mildiou », note Agreste. En Corse, « si les conditions météorologiques restent clémentes, on pourrait avoir un très joli millésime en quantité satisfaisante », observe Nathalie Uscidda, directrice générale du Centre de recherche viti-vinicole insulaire de l'île (CRVI).

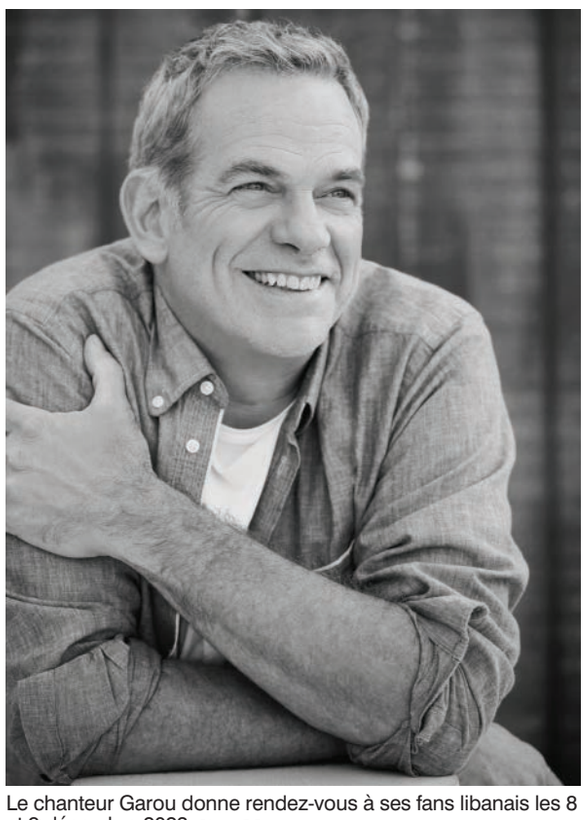
À un millier de kilomètres de là, en Loire-Atlantique, « ce devrait être une belle récolte, un beau volume », estime aussi Gwenaël Barré, qui produit notamment du muscadet à Monnières. Toutefois, « on reste toujours prudent tant que la récolte n'est pas dans les caves : un orage, de la grêle, il peut toujours y avoir une catastrophe ». Chez lui, les vendanges sont attendues « tout début septembre », alors qu'elles avaient débuté fin août l'an dernier. Le changement climatique a habitué les vignerons à des vendanges de plus en plus précoces.

Source : AFP

CONCERTS

Garou, de Burgh, Barney, Lavil et Cendrillon : en dépit de tout, ils (re)viennent au Liban

« Keeping faith in Lebanon (Gardons la foi dans le Liban) ! » lance Amine Abi Yaghi en annonçant le programme des Nuits Nostalgie, qui s'étalent d'octobre 2023 à février 2024.



Le chanteur Garou donne rendez-vous à ses fans libanais les 8 et 9 décembre 2023. Photo DR

Chris de Burgh sera les 28 et 29 octobre 2023 au Casino du Liban. Photo Ruth Medjber

Philippe Lavil tapera sur les bambous du Casino du Liban les 9 et 10 février 2024. Photo DR

Phil Barney, des ballades et une guitare pour la Saint-Valentin. Photo DR

Vous chantez tout l'été ? Pas de panique, l'hiver venu, la fête continue. Pas de syndrome de postpartum musical à prévoir donc. Après la ferveur des festivals d'été, les Nuits Nostalgie pointeront leur nez. Histoire d'assurer une continuité dans la programmation artistique et de réchauffer l'ambiance des soirées libanaises. Porte-parole des organisateurs, Star Sytem et 2U2C, le producteur et manager Amine Abi Yaghi est catégorique : « Nous gardons la foi dans un Liban ouvert, multiculturel et festif malgré toutes les difficultés que nous devons contourner, les surprises politiques, sécuritaires et économiques en font partie, vous vous en doutez », indique le directeur de Star System, en concédant toutefois qu'il n'était pas difficile de convaincre les artistes de s'engager à donner des concerts au Liban. « Ils sont déjà venus, certains à plusieurs reprises, comme Chris de Burgh qui en sera à sa sixième visite. De même pour Garou qui revient pour la cinquième fois. Ils aiment le Liban et ils ont confiance en nous. Et ils n'hésitent pas une seconde à répondre présent. » La programmation qui se déroule au Casino du Liban sera ainsi lancée avec les premiers vents frais de l'automne (sauf réchauffement climatique), les 28 et 29 octobre. Chris de Burgh sera en concert au théâtre du Casino le premier soir et son spectacle sera accompagné d'un dîner de gala à la salle des Ambassadeurs le second soir.

Le rockeur irlandais apporte avec lui plus de 45 millions de disques vendus et plus de 30 ans d'expérience sur les grandes scènes du monde entier. Assez de matériel donc pour animer les planches.

Lady in Red, Don't Pay the Ferryman, Missing You ou *High on Emotion*, les chansons de Chris de Burgh continuent de déployer leur formidable effet en live. Depuis son premier concert libanais au Mont La Salle en 1994, il s'était produit en 2000 à l'hippodrome de Beyrouth, en 2004 sur le plateau de Star Academy, en 2012 au Festival de Jounieh. D'où vient cet amour pour le pays du Cèdre ? « Quand je suis arrivé au Liban, juste à la fin de la guerre civile, je suis immédiatement tombé amoureux du pays, des gens et surtout du drame du paysage, a-t-il avoué à *L'Orient-Le Jour* lors de son dernier passage en 2017. Je trouve que Beyrouth est l'une des villes les plus dynamiques du monde. Et bien sûr, ma passion numéro 1 serait la nourriture et le vin libanais, c'est spectaculaire ! »

En 2020, après la double explosion au port de Beyrouth, l'artiste avait publié sur ses réseaux sociaux une vidéo dans laquelle il exprimait son soutien et son amour pour les Libanais qui vivent des moments difficiles. Tout en promettant de revenir dès que les conditions le permettent. Voilà donc le moment venu pour le chanteur de tenir parole.

Du 22 au 26 novembre, le spectacle sur glace *Cinderella on Ice* est prévu, avec 6 représentations au théâtre du Casino. Présentée par la troupe The International Ice Stars, cette chorégraphie de patinage artistique raconte l'immortelle histoire de Cendrillon.

Le Canadien préféré des Libanais donne rendez-vous à ses fans les 8 et 9 décembre pour un concert au théâtre du Casino et un dîner de gala à la salle des Ambassadeurs le lendemain. Garou, puisque c'est de lui qu'il s'agit, était venu au Liban une première fois l'été 2004, lorsqu'il avait donné deux concerts dans le cadre du Festival de Beiteddine. En 2009, cinq ans plus tard, il répondait présent au Festival de Zouk pour une soirée très « rauque and roll ». En 2014, en clôture du festival Beirut Holidays, un concert mémorable sous une pluie fine et retour en 2017 au Summer Misk Festival pour une fiesta bien rythmée. L'annonce de ce 5e retour ne manquera pas de faire piaffer d'impatience ses très nombreux fans locaux.

Il y aura 5 représentations du spectacle sur glace « Cinderella on Ice ». Photo DR

Une bonne dose de nostalgie bien frenchy est prévue pour la Saint-Valentin 2024 : Phil Barney et Philippe Lavil donnent un double concert les 9 et 10 février (un soir au théâtre et un dîner de gala à la salle des Ambassadeurs).

Leurs chansons sont entrées dans la mémoire populaire. Philippe Lavil s'est fait connaître dans les années 1970 avec un titre culte : *Avec les filles, je ne sais pas*. Il a enchaîné dans les années 1980-1990 les albums avec d'énormes tubes sur des rythmes caribéens de ses Antilles où il est né, comme *Il tape sur des bambous*, *Elle préfère l'amour en mer*, *Jamaïcaine*, *De Bretagne ou d'ailleurs* et *Kolé Séré* en duo avec Jocelyne Beroard, la chanteuse du groupe Kassav. Des *oldies goldies*, mais pas que, puisque son nouvel album *Sous le même soleil* est sorti en avril 2023.

Phil Barney a connu le succès en 1986 avec le titre *Un enfant de toi*. Suivront *Avec qui tu vis*, *Le souvenir de toi*, *Loin de tes bras*, *Tour d'ivoire*, *Tell'ment je pense à toi*... Il publiera tout au long de sa carrière plus d'une demi-douzaine d'albums et deux best of (*Histoires confidentielles* et *Acoustic Sessions*). Le public aura donc droit à une bonne dose de ballades romantiques, mails il est aussi probable que Barney chante du rap, puisqu'il s'est essayé de nombreuses fois au genre. Suspense…

M.G.H

Les billets des Nuits Nostalgie sont déjà en vente au Ticketing Box Office et chez Virgin.

INITIATIVE

Du Vivaldi « à la libanaise » dans un jardin épicurien à Feytroun

Aux mélomanes avertis ou en herbe, Georges Béchara et Mario Rahi concoctent un rendez-vous pas comme les autres : les « Quatre Saisons » de Vivaldi dans un cadre bucolique et gourmand.

Maria KOUTEILI

Dans un Liban ravagé par une crise politique, sociale et économique, Georges Béchara et Mario Rahi ne cesseront de lutter contre l'obscurantisme et continueront de libérer l'art des entraves des salles de concert. Ensemble, ils montent un projet artistique et musical : un concert de musique classique « à la libanaise », comme ils le désignent, et hors les murs, dans le beau cadre de Beit Béchara à Feytroun. À l'origine, une pizza. C'est, en effet, autour de cette spécialité italienne que Mario Rahi et Georges Béchara discutent de musique, d'art et de résistance libanaise. Georges, architecte amateur de musique classique et « ami des arts », et Mario, grand violoniste, tous les deux fervents résistants contre tous les périls qui menacent le Liban, cherchent à créer des noyaux culturels afin de célébrer l'art sous toutes ses formes. Dans le calme de la pizzeria, l'énergie monte et les idées fusent, les propositions aussi. Et enfin, entre deux parts de fromage garni de pepperoni, la décision est prise. Ensemble, ils monteront un projet artistique et musical : un concert de musique classique « à la libanaise ». Le concept est simple et direct : sortir le genre des salles de concert élitistes, des murs étouffants et clivants pour le rendre accessible à tous et à toutes. Mario regroupera un orchestre et Georges s'occupera de l'organisation et du cocktail dînatoire. « Dans sa simplicité et peut-être ses défauts, le projet est ainsi né », racontent les organisateurs.

« Le Libanais a toujours ce réflexe de trouver un substitut aux choses les plus simples dans la vie, on a même un substitut à l'État. Et c'est cette "liberté chaotique", du fait de ne pas avoir de loi, de système, qu'on peut tout faire, qu'on peut créer ce que l'on veut », affirme Georges Béchara, qui croit dur comme fer que l'art est devenu une manière de sortir le peuple libanais du climat morose dans lequel il s'enlise avec la crise économique depuis 2019.

Il estime que ce sont surtout les jeunes qui se sont emparés de l'art pour exprimer leur frustration vis-à-vis de leurs conditions de vie. Dans la rue, chez eux, en boîte de nuit, les jeunes Libanais chantent, dansent, peignent sur les murs. La ville est devenue un laboratoire d'exploration, d'expression artistique et surtout de résistance culturelle. Et c'est de ce constat-là que s'inspirent Georges et Mario. « L'art existe partout au Liban, c'est le chaos, alors les gens "font de l'art" partout, quand ils veulent et où ils veulent. Nous avons donc voulu reproduire ce rapport simple et brut à l'art », indique l'architecte.

Désacraliser le côté sérieux et inaccessible de la musique classique

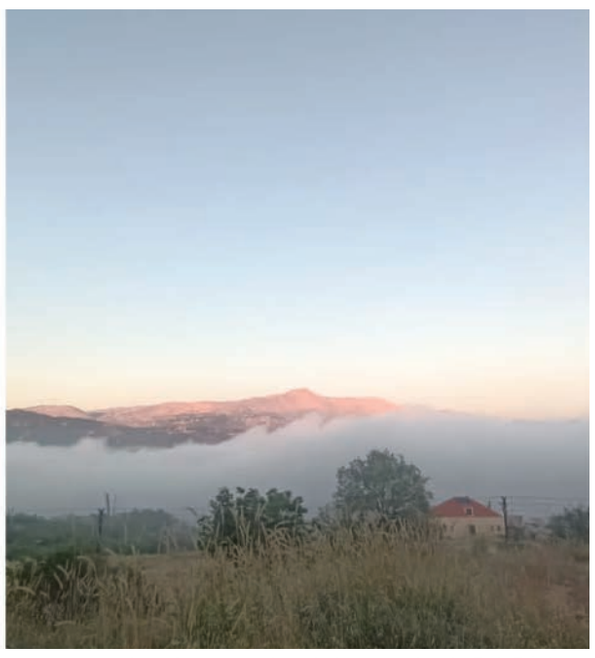
Ce sont les *Quatre Saisons* de Vivaldi, une œuvre descriptive et accessible, que Mario Rahi inscrit au programme de la soirée. « Nous voulions désacraliser le côté sérieux et inaccessible de la musique classique », insiste le violoniste, qui sera entouré de dix musiciens libanais. « La musique classique évoque toujours des images, il faut cesser de l'intellectualiser, elle a toujours une histoire à raconter et il faut juste qu'elle soit expliquée aux spectateurs. »

Tout au long du concert, Mario Rahi interagira avec son public : il expliquera les images évoquées dans le concerto. « Vivaldi a cherché à reproduire les sons les plus banals de la nature, du bourdonnement des abeilles au galop de troupeaux, c'est simple. Il faut juste que ces images soient véhiculées aux spectateurs. » Après le concert, un cocktail dînatoire, préparé par Georges Béchara, sera servi.

Pour ces deux amis, « l'art est un laboratoire » et ce concert est « une expérience scientifique pour bouleverser le rapport à l'art ». Quel meilleur endroit pour jouer les *Quatre Saisons* de Vivaldi que dans un jardin, entouré par la nature ?

Ce concert s'inscrit dans un projet plus ambitieux. « Une patrie sans artistes est une patrie mourante, et c'est un vrai danger. Mario et moi voulions avant tout soutenir nos artistes, les artistes libanais qui ont décidé de rester ici et qui résistent au quotidien à la crise », confie Georges Béchara. Ce projet n'est que le début pour ce duo. « Cette explosion musicale va bouger, ce n'est plus l'emplacement qui compte, il s'agit de trouver n'importe quel endroit et d'en faire un espace culturel. On ne va jamais s'arrêter, on va jouer dans les rues, dans les maisons, dans les bâtiments abandonnés », s'écrie Georges Béchara. Ainsi soit-il...

Le 11 août, à partir de 19h, à Beit Béchara, Feytroun. Réservations chez Virgin Ticketing Box Office.



Le violoniste Mario Rahi et l'architecte Georges Béchara organisent un concert hors les murs, dans le beau cadre de Beit Béchara à Feytroun. Photo DR

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

كتابي QITABI

To all interested legally registered companies specialized in large scale offset and digital printing: World Learning Inc. (WL) implementing the USAID-funded Quality Instruction Towards Access and Basic Education Improvement 2 (QITABI 2) Project, formally invites bidders to participate in a competitive procurement process requiring interested companies to submit a bidder's request to receive the full Request For Quotation (RFQ) titled "Supply and Distribution of English Teacher Portfolios for Grades 1 to 6". The RFQ, including all specifications, terms & conditions is available by sending an email to: ***procurement@qitabi.org*** between August 04, 2023 and August 18, 2023.

Final bids must be submitted in sealed envelopes to WL - QITABI 2 Sin El Fil offices by **August 18, 2023**, no later than 5:00 PM Beirut time.

COUP D'ÉTAT

Au Niger, les putschistes insensibles aux offres de dialogue

Wagner profite de la situation dans le pays, alerte Blinken.

Des militaires putschistes au cours d'un rassemblement en leur faveur dans un stade de Niamey, le 6 août 2023.
Mahamadou Hamidou/File Photo/Reuters

Le régime militaire issu d'un coup d'État au Niger semblait mardi insensible aux offres de négociations venues d'Afrique de l'Ouest et des États-Unis en vue d'éviter l'éventualité d'une intervention militaire pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Deux jours avant un sommet de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur la situation au Niger, les militaires au pouvoir à Niamey ont fait savoir qu'ils ne pouvaient pas accueillir une délégation de l'organisation régionale pour des raisons de « sécurité ». « Le contexte actuel de colère et de révolte des populations suite aux sanctions imposées par la Cedeao ne permet pas d'accueillir ladite délégation dans la sérénité et la sécurité requises », indique une lettre du ministère nigérien des Affaires étrangères adressée à la Cedeao. La lettre souligne que le « report » de la mission prévue mardi « s'avère nécessaire (...) pour des raisons évidentes de sécurité, dans cette atmosphère de menace d'agression contre le Niger ». La Cedeao a menacé d'intervenir militairement au Niger pour rétablir dans ses fonctions le président Mohammad Bazoum, renversé par un coup d'État le 26 juillet. Cette menace, sous forme d'un ultimatum de sept jours fixé aux militaires nigériens le 30 juillet par les dirigeants de la Cedeao, n'a pas été mise à exécution à son expiration dimanche soir, l'organisation souhaitant visiblement privilégier la voie du dialogue.

Dialogue « difficile »

Le report de la visite de la délégation ouest-africaine s'ajoute à un autre signe de défiance des nouveaux dirigeants nigériens, la nomination lundi soir d'un Premier ministre civil, Ali Mahaman Lamine Zeine, qui apparaît comme la première étape vers la désignation d'un gouvernement de transition.

Les États-Unis, partenaire privilégié avec la France dans la lutte contre les groupes jihadistes qui minent ce pays et une grande partie de la région du Sahel, ont également tenté le dialogue. La numéro deux de la diplomatie américaine, Victoria Nuland, est venue lundi à Niamey pour rencontrer les auteurs du coup d'État, réunion à laquelle n'a pas participé le général Abdourahamane Tiani, nouvel homme fort du Niger. Elle n'a pas non plus rencontré le président Mohammad Bazoum, assigné à résidence à Niamey depuis sa chute il y a près de deux semaines. Les discussions auxquelles a notamment participé le nouveau chef d'état-major de l'armée, le général Moussa Salaou Barmou, « ont été extrêmement franches et par moments assez difficiles », a-t-elle reconnu. Elle a dit avoir proposé « de nombreuses options » pour mettre fin au coup d'État, ajoutant : « Je ne dirais pas que cette offre a été prise en compte de quelque manière que ce soit. »

« Il est certain que la diplomatie est le moyen préférable pour résoudre cette situation », a pour sa part déclaré à la radio française RFI le secrétaire d'État américain Antony Blinken. Dans un entretien à la BBC britannique, il a ensuite averti que la société de mercenaires russe Wagner, déjà installée au Mali, profitait de l'instabilité au Niger voisin. « Je pense que ce qu'il s'est passé (...) au Niger n'a pas été orchestré par la Russie ou Wagner, mais (...) ils ont essayé d'en profiter », a déclaré M. Blinken, prévenant : « Partout où Wagner s'est rendu, mort, destruction et exploitation s'en sont suivies. » Wagner offre un catalogue de services aux régimes africains en difficulté. Au Mali et en Centrafrique, il protège le pouvoir en place, propose des formations militaires, voire des conseils juridiques pour réécrire le code minier ou la Constitution. En échange, il pratique la prédation et se paye sur les ressources locales, notamment minérales.

Depuis Niamey, l'adjointe d'Antony Blinken a dit que « les personnes qui ont pris cette décision (du coup d'État au Niger) comprennent très bien les risques que fait courir à leur souveraineté une invitation de Wagner ».

Mali et Burkina solidaires

La France, ancienne puissance coloniale régulièrement vilipendée lors de manifestations en Afrique de l'Ouest, a déclaré mardi qu'elle appuyait « les efforts des pays de la région pour restaurer la démocratie » au Niger.

Si les relations des nouveaux maîtres de Niamey sont tendues avec les pays occidentaux et la plupart des pays africains qui ont condamné le coup d'État, elles sont excellentes avec le Mali et le Burkina Faso, également dirigés par des militaires ayant pris le pouvoir par la force, respectivement depuis 2020 et 2022.

Les deux pays ont affiché leur solidarité avec le Niger, affirmant que si le pays était attaqué par la Cedeao, ce serait « une déclaration de guerre » pour eux.

Le nouveau régime peut aussi compter sur le soutien de ses partisans à Niamey, dont 30 000 se sont rassemblés dimanche dans un stade pour lui témoigner leur soutien, brandissant des drapeaux russes et huant la France et la Cedeao.

Source : AFP

CANICULE

Mois le plus chaud jamais enregistré, juillet 2023 affole les compteurs

Des records aux « conséquences désastreuses » pour le monde : juillet 2023 a bien été le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, a confirmé mardi le service européen Copernicus, détaillant des données qui affolent tous les compteurs.

Le mois dernier, marqué par des canicules et des incendies à travers le monde, a été 0,33 °C plus chaud que le mois qui détenait jusqu'à présent le record (juillet 2019, qui avait atteint 16,63 °C en moyenne). La température de l'air a aussi été de 0,72 °C plus chaude que la moyenne (1991-2020) pour juillet, a indiqué Copernicus dans son bulletin.

« Il n'a pas fait aussi chaud, sur la base de données issues de l'observation et de la paléoclimatologie, depuis les 120 000 dernières années », a relevé lors d'une conférence de presse Samantha Burgess, directrice adjointe du service européen Copernicus sur le changement climatique (C3S).

Les données de Copernicus remontent aux années 1940, mais les scientifiques sont en effet capables de décrire assez précisément le climat du passé même lointain.

Le suspense était limité : dès le 27 juillet, avant même la fin du mois, les scientifiques avaient jugé « extrêmement probable » que juillet 2023 soit le mois le plus chaud jamais enregistré, toutes saisons confondues.

Un sombre constat qui avait fait dire au secrétaire général de l'ONU, António Guterres, que l'humanité avait quitté l'ère du réchauffement climatique pour entrer dans celle de « l'ébullition mondiale ».

Les océans témoignent également de cette évolution inquiétante, avec des températures de surface anormalement élevées depuis avril et des niveaux inédits en juillet. Un record absolu a été ainsi atteint le 30 juillet avec 20,96 °C, et pour l'ensemble du mois, la température de surface a été 0,51 °C au-dessus de la moyenne (1991-2020).

Événements extrêmes

« Nous venons d'assister à de nouveaux records à la fois pour les températures mondiales de l'air et à la surface des océans en juillet. Ces records ont des conséquences désastreuses pour les personnes et pour la planète, exposées à des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses », a souligné Samantha Burgess.

Les signes du réchauffement climatique causé par les activités humaines – à commencer par l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) – se sont en effet manifestés simultanément à travers le monde.

Ils sont omniprésents : la Grèce en partie ravagée par les flammes de même que le Canada, par ailleurs victime de terribles inondations, une chaleur écrasante sur l'Europe du Sud, l'Afrique du Nord, le sud des États-Unis et une partie de la Chine, victime peu après de pluies diluviennes…

Le réseau scientifique World Weather Attribution (WWA) a déjà conclu que les récentes canicules en Europe et aux États-Unis auraient été « quasiment impossibles » sans l'effet de l'activité humaine.

Copernicus indique aussi que la banquise de l'Antarctique a atteint sa plus faible étendue pour un mois de juillet depuis le début des observations par satellite, à 15 % sous la moyenne pour ce mois.

« 2023 est pour l'instant la troisième année la plus chaude avec 0,43 °C au-dessus de la moyenne récente » et « une température moyenne mondiale en juillet de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels », souligne également Samantha Burgess. Ce chiffre de 1,5 °C est hautement symbolique car c'est la limite la plus ambitieuse fixée par l'accord de Paris de 2015 pour limiter le réchauffement. Toutefois, le seuil évoqué dans cet accord international porte sur des moyennes sur de nombreuses années et non sur un seul mois.

« Même si tout cela n'est que temporaire, ça montre l'urgence à accomplir des efforts ambitieux pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, qui sont la cause principale de ces records », conclut Samantha Burgess.

L'année 2023 n'a peut-être pas fini de battre des records. « On s'attend à une fin d'année relativement chaude pour 2023 en raison du développement du phénomène El Niño », rappelle Copernicus.

Ce phénomène climatique cyclique au-dessus du Pacifique est en effet synonyme de réchauffement mondial supplémentaire. « Nous ne voyons pas de répit dans les conditions de chaleur actuelles » et « 2024 sera probablement une des années les plus chaudes », a prévenu Chris Hewitt, responsable des services climatologiques auprès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Source : AFP

ENTRETIEN EXPRESS

« Le nouveau chef du législatif à Tripoli pourrait ne pas bénéficier du soutien total de Dbeibah »

Suite à l'élection de Mohammad Takala à la tête du Haut Conseil d'État libyen à Tripoli dimanche dernier, l'analyste politique Ahmad Sharkasi fait le point pour « L'Orient-Le Jour ».

Propos recueillis par
Jean-Paul AOUN

Khaled el-Mechri, ancien président du Haut Conseil d'État. Photo AFP

À la tête depuis cinq ans du Haut Conseil d'État, l'assemblée représentative de l'Ouest libyen basée à Tripoli, Khaled el-Mechri a été remplacé dimanche par Mohammad Takala. Entré en politique après la chute de Mouammar Kadhafi, celui-ci est membre du Conseil général national depuis 2012, principal parti de l'Ouest libyen. En 2021, il participe activement à l'élection de l'actuel Premier ministre du gouvernement de Tripoli, Abdelhamid Dbeibah. Récemment, ce dernier était notamment en désaccord avec le prédécesseur de Mohammad Takala, qui réclamait sa démission, souhaitant la formation d'un gouvernement de transition afin de mener le pays à de nouvelles élections. Pour le chef contesté du cabinet de Tripoli, reconnu par la communauté internationale, le remplacement des deux assemblées législatives, la Chambre des représentants à l'Est basée à Tobrouk et le Haut Conseil d'État à l'Ouest, doit en effet venir avant la formation d'un nouveau gouvernement. La dernière tentative d'organiser des élections législatives en Libye remonte à décembre 2021, le scrutin ayant été annulé in extremis face aux désaccords qui subsistaient entre les différents acteurs. Selon les analystes, l'actuel statu quo présente d'indéniables avantages pour les parties en présence, notamment pour l'exploitation des ressources en hydrocarbures. L'analyste politique Ahmad Sharkasi, membre du Libyan Political Dialogue Forum de l'ONU, fait le point pour *L'Orient-Le Jour*.

Quelles conséquences immédiates peut avoir l'élection du président du Haut Conseil d'État de dimanche ?

L'actuel Premier ministre de Tripoli, Abdelhamid Dbeibah, a eu des problèmes avec le précédent président du Haut Conseil d'État (HCE), Khaled el-Mechri. Dbeibah a déployé des efforts pour faire remplacer Mechri en tant que président du HCE, en utilisant sa position et des fonds libyens pour soutenir d'autres candidats. Pour autant, il n'est pas certain que le nouveau président bénéficie du soutien total de Dbeibah. Ce dernier et la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) pourraient tenter d'utiliser les résultats de ces élections pour perturber le processus entre le HCE et le Parlement, ce qui pourrait compromettre la feuille de route convenue par les deux chambres il y a un mois (devant mener à des élections d'ici à la fin de l'année, la feuille de route a été critiquée par l'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Abdoulaye Bathily, pour de nombreuses entraves qui subsistent selon lui, NDLR).

En quoi cet événement peut-il influer sur la situation politique et sécuritaire de la Libye ?

Cela dépendra de la direction que prendra le nouveau président du HCE. S'il choisit de mettre en œuvre la feuille de route électorale et de coopérer avec le Parlement de Tobrouk, la situation devrait s'améliorer et devenir plus pacifique. En revanche, s'il décide de tout annuler, y compris l'accord entre les deux chambres, la situation pourrait s'aggraver, entraînant une rupture de communication entre le HCE et les institutions de l'est de la Libye, comme le Parlement et le commandement général (dirigé par le maréchal Khalifa Haftar, NDLR). Cela conduirait potentiellement à raviver les conflits et les divisions au sein du pays. Le Premier ministre Dbeibah pourrait notamment tenter d'exploiter cette situation pour aggraver le conflit et retarder la tenue d'élections le plus longtemps possible.

Dans quelle mesure ce changement peut-il impacter la stratégie des acteurs locaux et étrangers impliqués sur la scène libyenne ?

Le remplacement à la tête du HCE est susceptible de modifier les dynamiques et les stratégies des acteurs concernés, tant au niveau national qu'à l'extérieur. Il peut en réalité avoir un impact significatif, notamment sur les stratégies des acteurs étrangers. Ces derniers ont joué un rôle d'exacerbation du conflit en renforçant des groupes armés et en faisant acte d'ingérence auprès d'institutions locales. Avec un changement de leadership au sein de ces mêmes institutions, les acteurs étrangers vont devoir revoir leurs approches. C'est particulièrement le cas de la Turquie, qui avait une influence considérable sur le HCE et entretenait des relations étroites avec son précédent président. Désormais, Ankara devrait adopter une approche plus précautionneuse envers le HCE et son président avant de les considérer comme des partenaires.

TUNISIE

Des manifestants d'Agareb condamnés pour avoir dénoncé une pollution excessive

Des dizaines d'habitants de la ville ayant manifesté contre les conséquences écologiques et sanitaires d'une énorme décharge publique voisine ont écopé en juin dernier de diverses peines de prison.

Chloé LAVOISARD

Ville rurale de 40 000 habitants, Agareb se situe à moins de 5 kilomètres à vol d'oiseau de la réserve naturelle d'el-Gonna. Mais depuis 2008, cette dernière a été transformée en une décharge publique utilisée par un million d'habitants et les entreprises de la région de Sfax, la plus industrielle de Tunisie. Au fil des ans, une odeur pestilentielle et des problèmes sanitaires ont résulté de cette décision des autorités régionales, provoquant de nombreuses manifestations dès 2017, sous l'égide d'un mouvement dénommé « Menich Msab » (Je ne suis pas une décharge).

À sa création en 2016, le mouvement Menich Msab se veut être un collectif d'artistes, loin de porter des revendications politiques. « Nous ne sommes pas des politiciens ou des écologistes, nous n'avions aucune idée de ce dans quoi nous nous embarquions », confie Sami Bahri, un militant de Menich Msab, à la chaîne al-Jazeera. Mais la menace environnementale et sanitaire qui s'aggrave à Agareb les pousse à agir. « La pollution, les odeurs et les insectes pullulent », raconte un article du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux. « Les problèmes d'asthme, de vue, les malformations génétiques ainsi que les cancers touchent un grand nombre de familles d'Agareb », affirme l'organisation.

En 2019, une décision judiciaire exige la fermeture de la décharge, mise à exécution le 27 septembre 2021. Mais face à la crise des déchets sans précédent qui en a résulté à Sfax, les autorités sont dépassées et souhaient rouvrir la décharge, invoquant notamment l'intérêt général. Le collectif Menich Msab organise alors de nombreuses actions, bloquant notamment la route menant à la décharge pendant plus de 15 jours. Des manifestations de grande ampleur s'en sont suivies, conduisant à des heurts avec les forces de l'ordre, durant lesquels un manifestant est décédé, étouffé par les gaz lacrymogènes. Sa mort avait entraîné un tollé dans l'opinion publique, obligeant les autorités à fermer définitivement la décharge.

Malgré cette fermeture, 38 membres de Menich Msab ont été jugés et condamnés mi-juin dernier à des peines allant de huit mois d'incarcération à plusieurs années. Ces peines font suite à leur participation dans trois manifestations différentes : contre la décharge, contre la station d'épuration accusée d'être souvent en panne et de rejeter les eaux usées non traitées vers la ville, et contre l'usine d'huile d'olive qu'ils accusent de polluer les environs, selon Ikyfada, un média indépendant tunisien. Les condamnations viennent principalement des plaintes déposées par l'usine d'huile d'olive, selon les dires de l'avocat des manifestants condamnés, rapportés à al-Jazeera. Si les membres de Menich Msab sont accusés d'avoir empêché les travailleurs d'entrer dans l'usine, d'avoir usé de diffamation et d'avoir « menacé » les propriétaires, ces charges sont réfutées par leur avocat, qui affirme à la chaîne que les plaintes servent surtout à les empêcher d'exprimer leurs préoccupations environnementales.

Des dizaines de manifestants condamnés ont désormais fait appel des peines de prison prononcées à leur encontre, rapporte al-Jazeera. Selon les journalistes de la chaîne qatarie, la pollution de la réserve d'el-Gonna est encore visible à l'œil nu, tout comme l'odeur se ressent encore, notamment pendant l'été. Depuis des années, des tas de déchets stagnent sur place sans être filtrés ni traités.

EXCLUSIF

MBZ veut réunir Zelensky et Poutine lors de la COP28

Les Émirats arabes unis comptent lancer une nouvelle initiative de paix en partenariat avec le pape François.

Mounir RABIH

Le pape François offre au prince héritier d'Abou Dhabi Mohammad ben Zayed une copie du « Document sur la fraternité humaine » avant de repartir des Émirats arabes unis, le 5 février 2019. Photo Vatican Media/AFP

Selon des informations exclusives obtenues par *L'Orient-Le Jour* auprès de diplomates occidentaux et arabes, le président émirati Mohammad ben Zayed (MBZ) souhaite organiser une rencontre entre Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky lors de la COP28 qui se tiendra à Dubaï à partir du 30 novembre 2023. Cette initiative est soutenue par le pape François, selon les mêmes informations.

Deux diplomates occidentaux ayant requis l'anonymat affirment à *L'OLJ* que de nombreux pays européens sont en contact avec Abou Dhabi pour soutenir cette initiative. « Les Émirats arabes unis pourraient profiter de leur positionnement géopolitique pour obtenir un cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine », explique un diplomate occidental. L'objectif est de s'entendre sur l'ouverture d'un dialogue susceptible de mettre fin à la guerre, d'après la même source.

Tout en étant alliés aux États-Unis, les EAU entretiennent de bonnes relations avec la Russie. MBZ s'y est rendu à deux reprises depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, à Moscou en octobre 2022 et à Saint-Pétersbourg en juin 2023. C'est à la suite de sa première visite que l'idée d'une initiative conjointe entre le Vatican et les Émirats arabes unis pour promouvoir « la paix mondiale » et mettre fin à la guerre en Ukraine a germé. « Le pape François a accueilli cette idée avec beaucoup d'enthousiasme, d'autant qu'il a déjà coopéré avec les Émirats arabes unis lors de l'adoption du "Document sur la fraternité humaine" au cours de sa visite à Abou Dhabi en 2019, qui lui a permis de développer une relation de confiance avec MBZ », affirme une source proche du Vatican. En février 2019, le pape François est devenu le premier souverain pontife à fouler le sol de la péninsule Arabique.

Parfois critiqué pour son refus de condamner l'invasion russe, le pape François appelle au dialogue depuis des mois entre les deux belligérants. En mai dernier, il indiquait que le Vatican participait à une mission de paix pour mettre fin au conflit, sans donner plus de détails. « Je pense que la paix se fait toujours en ouvrant des canaux. On ne peut jamais obtenir la paix par la fermeture », disait-il à l'époque.

« Biden en a pris connaissance »

D'après nos informations, l'initiative proposée prévoit qu'Abou Dhabi accueille une conférence pour la paix mondiale, qui sera lancée par une nouvelle visite du pape François dans la capitale émiratie, en parallèle de la tenue du sommet de la COP28. « L'initiative de paix a été discutée avec plusieurs pays européens, ainsi qu'avec les États-Unis, affirme un diplomate européen. Le président américain Joe Biden en a pris connaissance et l'a accueillie favorablement, se disant prêt à fournir toute l'aide nécessaire pour atteindre ses objectifs. »

Si Volodymyr Zelensky a récemment dit espérer la tenue d'un sommet pour la paix en automne, tant les Ukrainiens que les Occidentaux affirment que la Russie ne sera pas invitée à ce sommet. Du côté de Kiev, on estime que d'éventuels pourparlers avec la Russie ne peuvent avoir lieu qu'après le rétablissement de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et le retrait des troupes russes. En juin dernier, Vladimir Poutine s'est dit pour sa part « prêt pour un dialogue constructif » avec ceux qui souhaitent la paix. Mais sur le front, les combats se poursuivent et chacun des deux belligérants tente de gagner du terrain.

L'initiative de MBZ confirme en tout cas le rôle de premier plan qu'entendent jouer les EAU dans les relations internationales, symbolisé par l'organisation de la COP28. En raison de leur agilité diplomatique et de leur capacité à parler à tous les acteurs, les EAU veulent se positionner comme un médiateur-clé sur la scène internationale.

Le projet du président émirati confirme dans la même veine le rôle que souhaitent jouer les pétromonarchies du Golfe dans la résolution du conflit russo-ukrainien. Volodymyr Zelensky avait été invité au sommet de la Ligue arabe à Djeddah en mai dernier. Dans la même logique, le royaume saoudien a accueilli le week-end dernier le deuxième volet de pourparlers sur l'Ukraine qui ont débuté fin juin à Copenhague, en présence de puissances occidentales et de pays émergents tels que le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud. Malgré les bons rapports entre Riyad et Moscou, la Russie n'était pas invitée à ce sommet. La Chine a pourtant fait une apparition remarquée en Arabie saoudite, alors qu'elle a laissé comprendre qu'elle soutenait le plan de paix proposé par Vladimir Poutine.

Si les relations entre Riyad et Abou Dhabi sont en dents de scie depuis plusieurs mois, les deux pays coordonnent leurs efforts visant à promouvoir la paix en Ukraine. « La coordination est de mise entre les deux États sur ce dossier, révèle un responsable arabe ayant requis l'anonymat. D'autant que le ministre de la Défense saoudien, Khalid ben Salmane, s'est rendu aux Émirats parallèlement à la tenue des pourparlers en Arabie saoudite. »

CONFLIT

L'Ukraine compte les morts à Pokrovsk, Moscou affirme avoir frappé une cible militaire

L'armée russe a affirmé mardi avoir visé un centre de commandement militaire ukrainien à Pokrovsk, après que l'Ukraine l'a accusée d'avoir pilonné des bâtiments civils, faisant sept morts dans cette ville de l'Est.

« Dans la zone de la localité de Krasnoarmeïsk (nom soviétique de Pokrovsk) (...), un centre de commandement avancé du groupement ukrainien "Khortytsia" a été frappé », a annoncé le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov. L'Ukraine a immédiatement rétorqué que les Russes mentaient. « C'est un mensonge complet », a rétorqué Serguiï Tcherevaty, le porte-parole du centre de commandement pour l'est de l'Ukraine : « De mémoire, c'est la quatrième fois qu'ils prétendent quelque chose comme ça. »

Des secouristes sur le site d'un immeuble résidentiel détruit par une frappe russe, le 8 août 2023. Photo Handout/Service d'urgence ukrainien/AFP

Lundi soir, à quelques dizaines de minutes d'intervalle, deux missiles russes sont tombés sur un pâté d'immeubles dans le centre de Pokrovsk, faisant sept morts et 82 blessés, selon le dernier bilan donné par le chef ukrainien de l'administration militaire de Donetsk, Pavlo Kyrylenko. Une douzaine de bâtiments qui abritaient un hôtel, des cafés, d'autres commerces, des appartements et des bureaux ont été touchés, a ajouté la même source. Mais c'est un immeuble d'habitation de cinq étages qui a été le plus affecté par la première frappe, et l'hôtel voisin Droujba dans la seconde.

Les opérations de secours se sont terminées en fin d'après-midi, a annoncé le Service ukrainien des situations d'urgence. Elles avaient repris à l'aube, après une interruption pendant la nuit à cause du risque de nouveaux bombardements dans cette localité de 60 000 habitants avant la guerre, située à une quarantaine de kilomètres du front.

Une frappe, puis une autre

Fin juin à Kramatorsk, une ville plus au nord et également près de la ligne de front, un missile russe s'était aussi abattu sur un restaurant fréquenté, provoquant la mort de 13 personnes.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dénoncé dès lundi soir une attaque contre « un immeuble résidentiel ordinaire », postant une vidéo montrant des gens en train d'être extraits des décombres.

Parmi les blessés figurent 31 policiers, sept employés du service d'urgence de l'État et quatre militaires, a précisé le gouverneur Pavlo Kyrylenko. La seconde frappe est en effet intervenue alors que les secours étaient déjà à l'œuvre.

« Depuis le début de l'invasion d'ampleur, 78 membres des services d'urgence d'État ont été tués et 280 blessés dans des frappes répétées des Russes » sur des sites où les secours étaient déjà déployés, a dit à la presse Oleksandr Khorounjiï, le porte-parole de ce service. « Les terroristes russes ignorent avec cynisme toutes les normes et règles de la guerre », a-t-il lancé.

Contre-offensive difficile

La seconde frappe sur Pokrovsk alors que les secouristes étaient déjà sur place est « odieuse », a commenté le porte-parole du chef de la diplomatie de l'UE, Peter Stano, estimant sur X, anciennement Twitter, que « ce schéma cynique souligne la nature criminelle de l'agression russe ».

Sur le plan militaire, la Russie a assuré lundi avoir avancé vers Koupiansk, une ville de l'est de l'Ukraine à environ 150 km au nord de Pokrovsk, dans une zone reprise en septembre dernier par les forces ukrainiennes mais confrontée à une offensive russe depuis plusieurs semaines. L'Ukraine avait reconnu mi-juillet être en « position de défense » dans la région de Koupiansk.

Les troupes de Kiev ont entamé une vaste contre-offensive en juin pour tenter de reprendre les territoires de l'Est et du Sud occupés par l'armée russe.

Les progrès ont cependant été jusqu'ici assez limités, les Russes ayant bâti de puissantes lignes de défense, faites de tranchées, de pièges antichars et de champs de mines.

La zone de Koupiansk et l'essentiel de la région de Kharkiv avaient été repris à l'armée russe en septembre, après une offensive surprise des forces ukrainiennes.

Il s'agit aujourd'hui d'un des rares tronçons du front où la Russie est à l'offensive.

Source : AFP

La Géorgie dénonce « l'agresseur » russe, 15 ans après la guerre

La Géorgie a dénoncé mardi « l'agresseur » russe et a prôné « la fin de l'occupation » de deux régions géorgiennes, pour le 15e anniversaire de la guerre avec la Russie. « Nous savions depuis longtemps que la Russie était un agresseur, nous savons cela et le monde entier le sait », a déclaré aux journalistes le Premier ministre géorgien Irakli Garibachvili. Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, l'armée russe intervenait en Géorgie pour voler au secours de la petite région d'Ossétie du Sud, un territoire séparatiste prorusse contre lequel Tbilissi avait déclenché une opération militaire. En cinq jours, les forces de Moscou avaient mis l'armée géorgienne en déroute et menacé de prendre la capitale Tbilissi. Un accord de paix avait finalement abouti au retrait des troupes russes, mais Moscou a reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et d'une autre région séparatiste, l'Abkhazie, et y maintient depuis une forte présence militaire.

« Notre défi principal est de mettre fin à cette occupation », a souligné mardi M. Garibachvili, tout en insistant sur la nécessité de parvenir à un règlement « pacifique » du problème. Une cérémonie commémorative a eu lieu mardi au cimetière de Moukhatgverdi à Tbilissi, où sont enterrés les soldats tués en 2008.

Pour sa part, le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, qui était à la tête de la Russie en 2008, a défendu la décision de Moscou d'intervenir pour « protéger contre l'ennemi » la population de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. « Nos forces armées ont rapidement et sévèrement puni les nationalistes arrogants en cinq jours », a-t-il écrit mardi sur Telegram. « Comme en août 2008, nos ennemis seront écrasés et la Russie obtiendra la paix à ses propres conditions », a assuré M. Medvedev, établissant des parallèles entre la guerre éclair avec la Géorgie et l'opération militaire russe en Ukraine.

SYRIE

Damas reconduit l'accès humanitaire de l'ONU via deux postes-frontières avec la Turquie

Le poste-frontière de Bab el-Salam entre la Syrie et la Turquie. Khalil Ashawi/File Photo/Reuters

La Syrie a prolongé de trois mois jusqu'en novembre l'autorisation pour l'ONU d'acheminer de l'aide humanitaire aux zones rebelles touchées par un séisme en février à travers deux passages transfrontaliers depuis la Turquie, s'est félicitée mardi l'agence humanitaire des Nations unies.

Après une requête de l'ONU et alors que cette permission de Damas expirait le 13 août, « nous sommes grandement satisfaits que le gouvernement syrien ait reconduit son autorisation d'utiliser les postes-frontières de Bab al-Salama et al-Rai jusqu'au 13 novembre », a indiqué dans un courriel Eri Kaneko, porte-parole à New York du Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

Après le tremblement de terre du 6 février qui a secoué la Turquie et la Syrie et fait plus de 50 000 morts, ONG et opposants avaient critiqué la lenteur de l'arrivée de l'aide de l'ONU dans ces zones, où la population vivait déjà dans des conditions difficiles avant le drame.

Une semaine après, Damas avait accepté que l'ONU utilise deux autres passages frontaliers avec la Turquie, d'abord pour acheminer tentes, couvertures et kits anticholéra. Cette autorisation pour trois mois a déjà été reconduite une fois en mai.

Selon l'ONU, la Syrie a besoin d'au moins 15 milliards de dollars pour se remettre du séisme qui a fait près de 6 000 morts dans ce pays.

En 2014, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé un mécanisme d'usage de quatre postes-frontières pour acheminer l'aide humanitaire vers les zones rebelles du nord et du nord-ouest de la Syrie où vivent plus de quatre millions de personnes. Mais sous la pression de Moscou, seul le poste de Bab el-Hawa avec la Turquie était resté opérationnel depuis 2020.

Toutefois, malgré le fait que Damas a annoncé à la mi-juillet autoriser en principe, de nouveau pour six mois, l'ONU à utiliser Bab el-Hawa entre la Turquie et la Syrie, le Conseil de sécurité ne s'est pas mis d'accord sur une reconduction et l'aide humanitaire n'a pas repris via ce poste-frontière.

Dans ce contexte, Médecins sans frontières avait déploré auparavant l'échec de l'ONU à renouveler un mécanisme permettant l'acheminement d'une aide humanitaire cruciale aux populations des zones rebelles en Syrie, réclamant une solution d'urgence. « La résolution a expiré il y a un mois et il n'y a pas de solution en vue. C'est tout simplement déplorable », a déclaré Sebastien Gay, chef de la mission de MSF en Syrie. L'incapacité du Conseil de sécurité à renouveler « une résolution garantissant l'accès à une aide humanitaire vitale pour le nord-ouest de la Syrie est inexcusable », a dit l'ONG dans un communiqué. Selon l'ONU, plus de quatre millions de personnes, qui vivent dans des territoires tenus par des jihadistes et des rebelles dans le Nord-Ouest, ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, plus de 12 ans après le début de la guerre en Syrie.

Sur le terrain, dix membres des forces du régime syrien ont été tués par le groupe État islamique dans le nord de la Syrie, a indiqué mardi une ONG, la seconde attaque d'ampleur de la formation jihadiste en une semaine. « L'EI a attaqué (lundi soir) des positions et des barrages tenus par des membres des forces du régime (...) mettant le feu à des véhicules militaires et des préfabriqués » dans l'est de la province de Raqqa, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Au moins 17 personnes, dont une majorité de membres des forces du régime, ont péri depuis le 1er août dans deux attaques majeures du groupe jihadiste en Syrie, où il avait profité de la guerre pour prendre le contrôle, pendant plusieurs années, de vastes territoires.

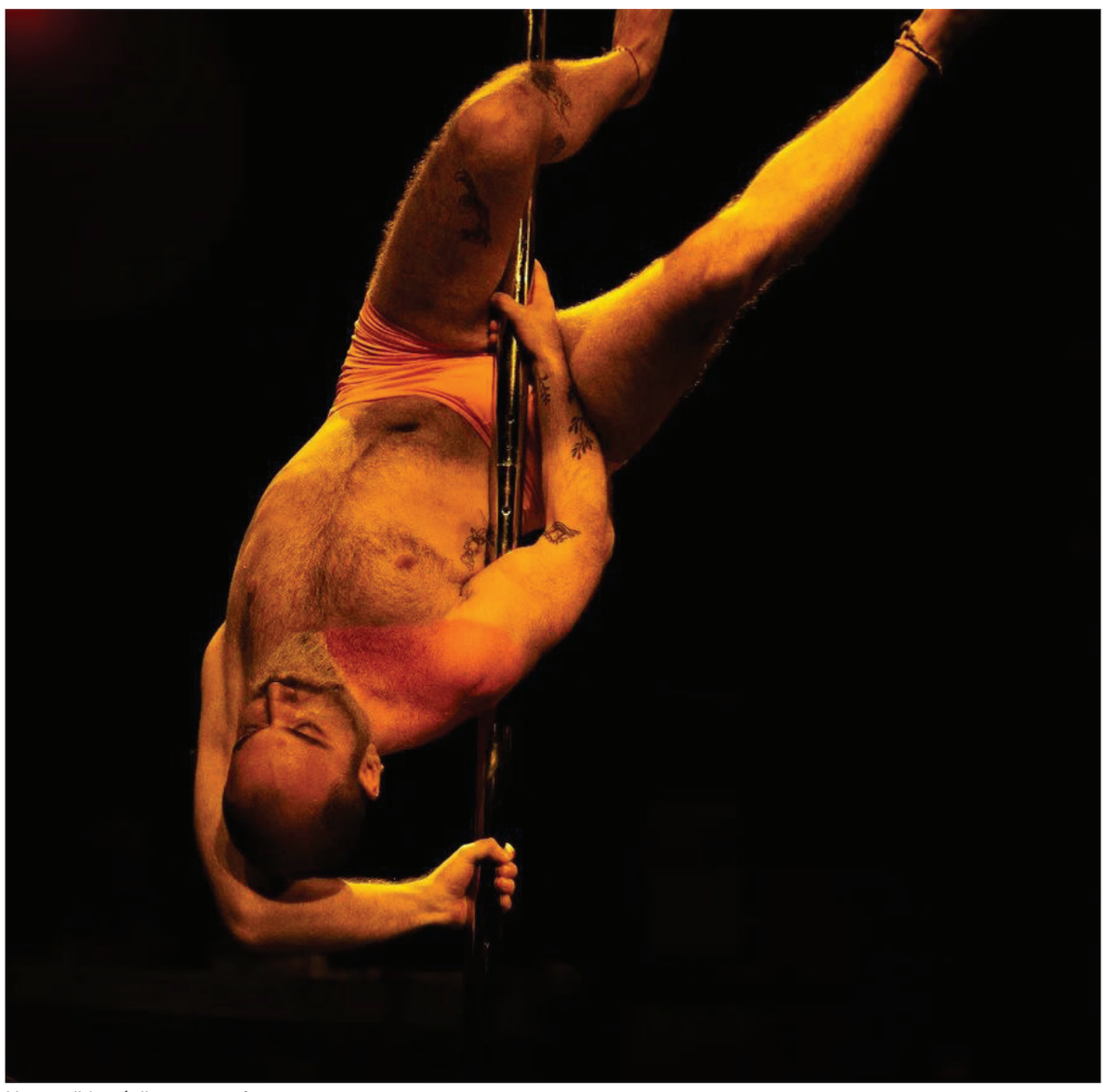
Source : AFP

CHAMPIONNAT DE POLE DANCE

Des paillettes plein les yeux et des messages à faire passer

Pour cette seconde édition du championnat de pole dance au Liban, dix-neuf performances, dont celles de deux hommes, ont eu lieu dimanche 6 août dans la boîte de nuit AHM à Beyrouth.

Mia Massaad mélangeant le ballet et la pole dance.



Un candidat réalisant sa performance. Photos Chloé Lavoisard

Jade FOLLEY

C'est dans une ambiance particulièrement saine et bienveillante que la boîte de nuit AHM, sur le front de mer beyrouthin, a accueilli dimanche dernier la seconde édition du championnat libanais de pole dance. Quatre catégories ont été présentées au public : les débutants « Early Bird », les amateurs « Art », les amateurs « Prov » (provocante) et les semi-pro « Art ». Dix-neuf danseurs, dont deux hommes, ont chacun présenté une histoire personnelle, offrant un show spectaculaire de deux heures trente.

Quelque 450 personnes étaient présentes pour assister à la compétition, dont la famille et les amis des candidats. Un public déchaîné qui a applaudi chacun des mouvements impressionnants réalisés autour de la barre métallique par ces danseurs lors de leur prestation. Parmi eux, Kayelle B., la benjamine de la compétition à peine âgée de 13 ans, a proposé un acte autour du chat, son animal favori, dans la catégorie des semi-pro « Art ». Et le fair-play était de mise pour ce championnat, les participants s'encourageant les uns les autres.

Qui dit compétition dit jurés. Trois professionnels du monde du spectacle étaient au rendez-vous pour juger les prestations : la Mexicaine Thalia Valtierra qui, avec ses 15 ans d'expérience, a déjà été championne du Mexique, championne d'Amérique latine et championne d'Europe de pole dance ; le Libanais Nadim Cherfane, chorégraphe, danseur et fondateur du groupe de danse Mayyas qui avait gagné l'an dernier la 17e saison du show *America's Got Talent* ; et Salim Azzam, interprète, danseur et grand gagnant de la première édition du championnat libanais de pole dance dans la catégorie « Art » en 2022.

Derrière l'organisation du championnat, on retrouve Laura Ayoub, « pole dancer » professionnelle libanaise qui a remporté la première compétition de pole dance en Égypte, le « Pole Theatre Egypt », en 2019. La trentenaire enseigne ce sport depuis 2015, lors de la fondation de son école, Polefit Lebanon, à Beyrouth. Grâce à l'engouement pour la pole dance ces dernières années, l'école de Laura Ayoub compte désormais six studios établis à Beyrouth, Zouk Mosbeh, Baabda, Batroun et Kornet Chehwane, permettant l'embauche de six entraîneurs également.

La pole dance, plus qu'un sport

Pour les candidats, ce championnat n'était pas qu'une compétition, mais plutôt un moyen d'exprimer leur histoire et leur passion, tout en brisant le tabou entourant ce sport qui, pour beaucoup, renvoie à la sexualité parce que associé au strip-tease. De fait, un bar où se déroulait un show de pole dance a dû récemment fermer ses portes au Liban, pris par les autorités pour un show de strip-tease, et donc « illégal », raconte Laura Ayoub, ajoutant que « les danseurs se font parfois injurier pour leur pratique de cette activité ».

Deux des candidates, Marita Matar et Christelle Mouannès, ont été danseuses professionnelles de ballet moderne pendant une décennie, avant de se lancer dans la pole dance il y a trois ans. Les deux vingtenaires en sont vite tombées sous le charme : « C'est un sport qui rassemble des femmes fortes », souligne Christelle Mouannès. Et à Marita Matar de développer : « Dans le contexte libanais plutôt conservateur et religieux, la pole dance offre l'opportunité à la femme de reprendre possession de son corps. Pour moi, la pole me permet de me libérer et de m'opposer justement à ce contexte. C'est moi sur la pole qui maîtrise mon corps. » Et si cela est perçu par certains comme une sexualisation du corps des femmes, la vingtenaire répond : « Et alors ? Je le fais pour moi-même, pas pour les autres. Ma danse représente cet esprit de résistance créative, non violente, artistique. Pour moi, la pole dance, c'est l'émancipation de la femme. »

Casser les préjugés, cela fait également partie des combats de la pole dance, comme le souligne Mia Massaad, tout juste 20 ans, qui a concouru dans la catégorie semi-pro. « Je voulais essayer quelque chose de nouveau et je suis tombée amoureuse de ce sport qui combine force et créativité. »

Laura Ayoub insiste : « Il n'y a pas d'âge pour commencer ou pour pratiquer, ni de prérequis physique. » Par exemple, lors de la première édition, une femme de 55 ans avait participé au championnat.

Les grandes gagnantes

Martchella Mahlouf a gagné dans la catégorie débutants « Early Bird » avec une prestation tout droit tirée de l'univers du film *Avatar*. Rhea Zoghby a, elle, remporté la première place en amateurs « Art » pour sa représentation touchante autour des explosions au port de Beyrouth du 4 août 2020. À travers son art, elle a cherché à revendiquer un message dénonçant l'injustice et la peine que cette tragédie continue de provoquer. Dans la catégorie amateurs « Prov », c'est Gretta Sleiman, 35 ans et deux enfants, qui a gagné en revendiquant, elle, l'émancipation de la femme dans le monde arabe, comme décrit dans l'interlude par cette phrase : « Mon corps m'appartient et j'en fais ce que je veux. » Enfin, Francesca Yazbeck (16 ans) est la grande gagnante de la catégorie semi-pro « Art », avec un spectacle plein de joie et de paillettes.

Comme dans ses cours, où elle prend le temps de transmettre sa passion aux élèves dans un discours d'acceptation, Laura Ayoub a également tenu à faire passer ce message à tous les participants dans le cadre de ce championnat : « Si vous concourez juste pour gagner, vous ouvrez la porte à la déception, mais si vous concourez pour toutes les autres grandes raisons que cela peut vous apporter, alors vous n'ouvrez que les portes du bonheur. »

BASKET

La France monte en puissance contre le Venezuela

Futurs adversaires du Liban en phase de poules du Mondial, les Bleus ont poursuivi leur sans-faute en préparation en s'imposant sans trembler face au Venezuela (86-67), lundi à Orléans.

Le travail continue pour les Bleus. Future adversaire du Liban dans le groupe H du Mondial 2023 de basket, qui débutera dans deux semaines (25 août-10 septembre), l'équipe de France s'est imposée avec la manière contre le Venezuela (86-67), lundi à Orléans, lors de son troisième match de préparation.

Après des victoires contre les modestes Tunisiens (93-36) et le Monténégro (80-69), les Français ont enchaîné pour leur première dans la nouvelle Co'met Arena d'Orléans devant plus de 6 000 spectateurs.

La Coupe du monde, qui se déroulera au Japon, en Indonésie et aux Philippines, se rapproche, et la mise en place se poursuit pour les Bleus à moins d'une semaine du départ pour le Japon. Ils ont trouvé face à eux des adversaires accrocheurs qui les ont poussés à s'employer physiquement.

« Il y a beaucoup de vertus, les joueurs ont plaisir à jouer ensemble », a jugé le sélectionneur Vincent Collet, qui s'est montré satisfait après la rencontre. « Il faudra voir ce que ça donne quand ça va devenir plus compliqué », a-t-il nuancé, alors que la Lituanie, 8e nation mondiale, est au programme des deux prochains matches, mercredi à Orléans et vendredi à Vilnius.

Les Français ont montré les muscles pour prendre les devants : le Madrilène Guerschon Yabusele a commencé le travail en inscrivant les six premiers points des siens tout en force (6-2, 3e), avant de laisser les deux géants Moustapha Fall et Rudy Gobert imposer leur loi dans les raquettes.

Intraitable, le pivot de Minnesota a capté sept rebonds lors des huit premières minutes puis s'est chargé de convertir quelques belles séquences de jeu rapide, initiées par Elie Okobo et Evan Fournier (32-24, 16e).

Les coéquipiers de Nicolas Batum ont tenté de varier leur jeu tout en se montrant plus durs contre des Vénézuéliens pas toujours adroits, mais qui ont évincé l'Argentine pour se qualifier pour le Mondial.

Après la mi-temps, les cadres de l'équipe ont mis un coup d'accélérateur pour creuser l'écart, à l'image de cette interception d'Evan Fournier suivie d'une passe aveugle, avant que Batum ne mette Gobert sur orbite (61-39, 27e).

En fin de match, comme lors des dernières rencontres, le staff a donné du temps de jeu aux hommes du banc. Ils ont eux aussi pu travailler, mais ont parfois laissé trop d'espace aux Vénézuéliens qui en ont profité derrière l'arc.

Les vice-champions olympiques continuent de mettre leur jeu en place, à moins de deux semaines du premier match du Mondial contre le Canada (25 août), dans un groupe où figurent aussi la Lettonie et donc le Liban, qui affrontera l'Égypte puis le Mexique en guise de préparation pour son premier Mondial depuis 2006.

Source : AFP

Guerschon Yabusele (à gauche), ballon en main, lors du match de préparation entre la France et la Tunisie à Pau, le 31 juillet dernier. Gaizka Iroz/AFP

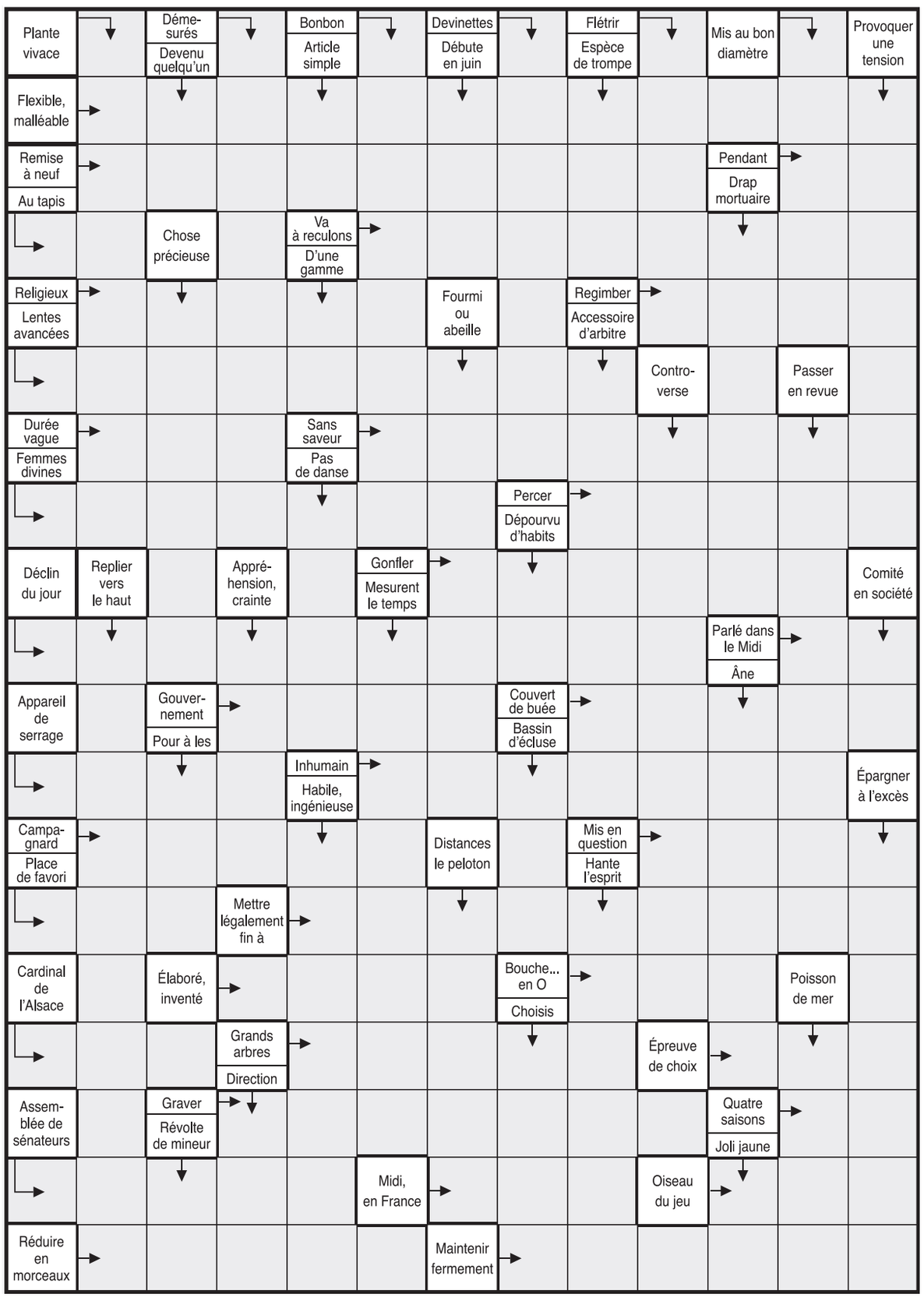
PETITES ANNONCES

Pour placer vos Petites Annonces à partir du web : www.lorientlejour.com, onglet « Petites Annonces ».

IMMOBILIER LOCATION

Je recherche un appt 2 pièces à Paris pour un long séjour. Contacter : 03/292029.

Les mots fléchés



Solutions des mots fléchés, des mots croisés et des sudokus du précédent numéro

■	■	■	M	■	R	■	F	■	F	■	B	■
E	M	B	E	T	E	■	A	M	A	R	R	E
■	E	■	R	E	P	A	R	A	T	E	U	R
I	N	C	O	R	R	E	C	T	■	E	■	O
■	S	O	U	■	O	R	E	I	L	L	E	S
P	O	U	■	I	C	I	■	N	A	■	N	I
■	N	■	I	N	H	E	R	E	N	T	■	O
A	G	E	■	G	E	N	E	■	C	R	A	N
■	E	M	I	R	■	N	A	T	I	O	N	■
A	R	E	■	A	V	E	N	A	N	T	■	L
■	■	R	A	T	E	■	I	■	A	■	C	E
V	I	A	■	E	X	A	M	I	N	E	E	S
■	N	U	E	■	E	X	A	L	T	A	N	T
S	U	D	■	C	R	E	T	E	■	U	T	■
■	S	E	U	L	■	S	I	■	D	■	I	F
B	A	S	S	E	T	■	O	P	E	R	E	R
■	B	■	I	■	R	E	N	O	M	■	M	I
P	L	O	N	G	E	R	■	R	I	D	E	R
■	E	P	E	E	S	■	M	E	S	U	S	E

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1	N	I	V	E	R	N	A	I	S	E
2	E	D	E	N	■	E	L	L	E	S
3	C	E	R	F	V	O	L	A	N	T
4	E	M	I	L	E	■	A	N	T	I
5	S	■	T	E	R	A	■	G	■	M
6	S	U	E	R	■	T	A	I	R	A
7	A	S	S	A	S	■	I	L	E	T
8	I	E	■	S	U	T	R	A	■	I
9	R	E	A	■	C	A	■	N	E	F
10	E	S	S	E	■	N	E	G	U	S

8	6	4	3	5	7	1	2	9
2	1	9	8	6	4	5	7	3
5	3	7	2	9	1	6	4	8
9	5	2	1	8	3	4	6	7
3	4	8	5	7	6	2	9	1
6	7	1	4	2	9	8	3	5
4	2	3	7	1	8	9	5	6
1	9	5	6	3	2	7	8	4
7	8	6	9	4	5	3	1	2

5	7	2	1	8	6	4	3	9
8	9	3	2	4	5	1	6	7
1	6	4	3	7	9	5	2	8
4	2	1	6	3	7	9	8	5
3	8	9	5	1	4	2	7	6
6	5	7	9	2	8	3	4	1
9	4	5	8	6	2	7	1	3
7	3	6	4	9	1	8	5	2
2	1	8	7	5	3	6	9	4

AGENDA

EXPOSITIONS

THE BEGINNING d'Anthony Abou Jaoudé, à la galerie The Platinum, The Platinum Tower, Beyrouth, jusqu'au 10 août. Tél. : 03/742774.

UNDER THE RUG photos de Matthieu Karam, à Dar al-Mussawir, Wardié, Hamra, jusqu'au 11 août, du lundi au vendredi, de 11h à 19h30. Tél. : 01/373347.

THE FUTURE IS NEAR de Tarek el-Kassouf, à la galerie Saleh Barakat, rue Justinien, Clemenceau, jusqu'au 12 août, du mardi au samedi, de 11h à 18h. Tél. : 01/365615.

THE RETURN de Rayyane Tabet, à la galerie Sfeir-Semler, immeuble Tannous, 4e étage, rue 56, Jisr, secteur 77, la Quarantaine, jusqu'au 19 août. Tél. : 01/566550.

EN APESANTEUR de Nai et de Lionel Valot à la galerie Carré d'artistes, rue Allenby/Fakhry Bey, centre-ville de Beyrouth, jusqu'au 31 août, du lundi au samedi, de 10h à 19h. Tél. : 01/999982-3.

AND THE SMELL OF THE FLOWERS IS EVERYTHING I DON'T SAY d'Amy Todman, à la galerie Agial, rue Abdel Aziz, Hamra, jusqu'au 2 septembre. Tél. : 01/345213.

ON THE EDGE OF THE WORLD de Raffi Tokatlian, à la galerie Open House Faqra, Kfardebiane, jusqu'au 15 septembre. Tél. : 03/640044.

SUMMER COLLECTIVE exposition d'œuvres de 12 artistes à la galerie Cheriff Tabet, immeuble Saab et Bitar, rue Abdel Wahab el-Inglizi, Achrafieh, jusqu'au 20 septembre, du lundi au vendredi, de 11h à 18h, et samedi, de 11h à 14h. Tél. : 71/854000.

EJECTA de Zad Moultaka au musée Sursock, Achrafieh, jusqu'au 24 septembre. Tél : 01/202001.

EARTHLY PRAXIS de Marwa Arsanios, Ahmad Ghossein et Sabine Saba, au musée Sursock, Achrafieh, jusqu'au 12 novembre. Tél. : 01/202001.

BEIRUT RECOLLECTIONS collection de photos de Fouad Debbas, au musée Sursock, Achrafieh, jusqu'au 11 février 2024. Tél. : 01/202001.

BEYOND RUPTURES, A TENTATIVE CHRONOLOGY exposition basée sur les archives du musée Sursock, au musée Sursock, Achrafieh, jusqu'au 11 février 2024. Tél. : 01/202001.

JE SUIS INCULTE ! œuvres du Salon d'automne de Beyrouth, au musée Sursock, Achrafieh, jusqu'au 19 mai 2024. Tél. : 01/202001.

Le mot secret

UN MOT DE 12 LETTRES : **LES RISQUES D'UN ESSAI NUCLÉAIRE**

M	L	A	N	C	E	R	U	E	R	R	E	P	A	R	A	T	I	O	N
E	D	I	D	N	T	R	I	E	E	E	O	R	L	S	N	F	R	U	D
S	A	E	G	E	I	O	C	U	G	I	I	F	T	A	O	T	I	O	I
S	E	I	C	N	V	U	N	G	N	O	L	R	V	N	C	R	U	N	F
A	S	C	E	O	E	I	N	T	A	N	A	A	C	A	E	E	T	B	F
G	L	V	H	F	U	S	E	E	D	L	E	E	T	D	E	C	U	I	I
E	A	A	C	O	R	T	I	R	V	A	L	N	B	I	C	C	L	G	C
E	U	O	E	V	U	A	S	T	R	E	O	U	O	B	B	E	L	O	U
T	H	Q	E	N	E	E	U	I	U	C	R	P	R	I	R	R	S	A	L
C	E	C	I	C	P	R	R	F	G	E	T	U	D	E	S	M	O	S	T
E	U	M	A	N	S	V	E	I	G	N	I	O	B	R	I	S	E	R	E
P	M	R	P	T	A	R	T	L	A	T	A	C	G	Q	E	N	I	R	E
S	T	I	T	S	B	P	E	A	A	L	R	L	U	H	B	T	R	M	R
N	N	E	T	H	L	E	P	V	D	I	O	E	I	E	A	A	O	E	E
I	U	E	O	S	S	E	I	E	I	E	S	S	D	T	R	T	S	U	D
G	M	M	G	N	E	S	I	C	L	N	F	S	E	I	I	D	E	E	R
N	M	A	E	I	O	N	X	C	L	I	U	E	U	O	A	N	R	I	A
E	I	P	G	R	F	R	O	I	D	O	N	F	N	E	O	B	O	O	T
P	E	I	N	E	O	S	D	Z	R	L	S	O	N	S	I	M	R	I	E
D	E	F	E	C	T	U	E	U	X	P	R	O	B	L	E	M	E	I	R

ABRI
AIDER
ALLURE
APPEL
ASTRAL
ASTRE
AVANT
AVENIR
AVIS

BASE
BON
BORD
BREF
BRISER
BRUIT
BUT

CENTRE
CESSE
CHOC
CIEL
CLOS
CONTACT
COSMIQUE
COUP
COUT
CRIER

DANGER
DECU
DEFECTUEUX
DEFENSE
DEPENSE
DERNIER

DEVIER
DIFFICULTE

ECHEC
ECHOUER
ECLAT
EMOI
EMOTION
ENGIN
ENNUI
ERREUR
ESTIME
ETUDE

FIGE
FILER
FIN
FONCE
FORT
FROID
FUIR
FUSEE

GENS
GUET
GUIDE

HATE
HAUT
HOMME

IMAGE
INSPECTE
ISSUE

LANCER
LIBRE
LIGNE
LOIN
LONG

MESSAGE
MINUTE
MISSION

NOIR
NORD
NUIRE
NUMERO

ORBITAL
ORDRE

PANIQUE
PEINE
PEUR
PLACE
POINT
PRIX
PROBLEME

RECU
REGLE
RELAIS
REPARATION
RETARDER
RETOUR
REUNI
REVENU

SAIN
SIGNAL
SIGNE
SITUE
SOCLE
SOLAIRE
SORTI
SURETE

TACHE
TEMPS
TRACE

UNIVERS

VASTE
VECU
VITE
VOIE

ZONE

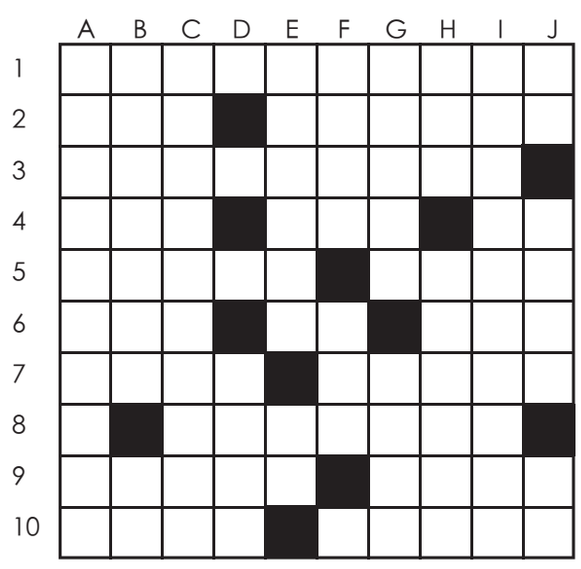
SOLUTION DU PRÉCÉDENT MOT SECRET : **VÉRONIQUE**

MARCHE À SUIVRE DU MOT SECRET

Dès que vous repérez un mot, rayez les lettres de ce mot dans la grille et barrez-le dans la liste. Commencez par les mots les plus longs. Quand vous aurez inséré tous les mots de la liste, il vous restera les lettres formant le mot secret. Pour former un mot, les lettres peuvent se suivre soit horizontalement, verticalement ou en diagonale, de droite à gauche ou de gauche à droite. Une même lettre peut servir pour plusieurs mots.

Les mots croisés

Problème **n° 16723**



HORIZONTALEMENT :

1. Elle mène son monde à la baguette. **– 2.** Service qui ne sera pas rendu. Ont reçu pas mal de coups. **– 3.** Utilises les vers à mauvais escient. **– 4.** Sigle européen. Homme politique de Colmar. Du bois sur des feuilles. **– 5.** Ville de Camargue. Cité auvergnate. **– 6.** Matière première du potier d'antan. Canton sur la Bresle. Émission de timbre. **– 7.** À glace, sur la table du salon. Convenir, en langage précieux. **– 8.** Il passe sa vie à l'école. **– 9.** Pompe à godets. Intuition en sixième. **– 10.** Arrivée d'eau sur le front. Ne poursuit pas.

VERTICALEMENT :

A. Il ont tout le temps pour devenir des solitaires. **– B.** Sa spécialité : le laminage. Terme de choix. **– C.** Qui a trait aux jumeaux. **– D.** Passe devant le maire. **– E.** Produit un certain grincement. Possessif. **– F.** Moitié d'Héraclès. A fait son temps et un peu plus. **– G.** Mathématicien suisse, artisan de l'essor de l'analyse. Anneau de cordage. **– H.** Arrivée en criant. Images saintes. **– I.** Anciens disciples d'une hérésie. **– J.** Mot de licencié. Une huile dans le pétrole. Pronom réfléchi.

HOROSCOPE

BÉLIER (21 mars-19 avril) : Vous aurez des prises de bec fréquentes avec votre partenaire. Ne vous laissez pas faire et gardez votre calme. Vos arguments n'en auront que plus de poids.

TAUREAU (20 avril-20 mai) : Votre sens des contacts, votre aisance en société feront merveille. Vous pourrez cultiver des relations utiles, montrer votre savoir-faire et votre habilité dans le domaine des relations publiques.

GÉMEAUX (21 mai-20 juin) : Soyez vigilant et jouez serré car certains concurrents vous dépasseront. Mais vous redresserez la situation. Si vous songez à déménager, le moment est mal choisi.

CANCER (21 juin-22 juillet) : Les voyages à l'étranger, pour vos loisirs notamment, seront favorisés. Célibataires, vous ferez des rencontres charmantes, mais probablement éphémères. En tout cas, vous garderez de bons souvenirs.

LION (23 juillet-22 août) : Vous effectuerez d'intéressants voyages d'études. Vous vous lancerez dans des recherches passionnantes. Vous développerez vos connaissances.

VIERGE (23 août-22 septembre) : Des dissensions sérieuses risquent de vous opposer à vos enfants. Vous aurez du mal à vous faire respecter et vous serez tenté d'employer la manière forte.

BALANCE (23 septembre-22 octobre) : Si vous souhaitez effectuer d'importantes transactions financières, demandez conseil à des personnes spécialisées en la matière. Sans quoi, vous risquez de commettre des erreurs.

SCORPION (23 octobre-21 novembre) : Vos relations avec votre entourage familier seront orageuses. Il y aura pas mal de bagarres verbales. Participer à un colloque peut vous faire faire de gros progrès professionnels.

SAGITTAIRE (22 novembre-21 décembre) : Vous vous donnez tout entier à ce que vous faites et retombez ensuite de façon spectaculaire. Vous pouvez vous sentir partagé, une partie de vous ayant tendance à agir impulsivement.

CAPRICORNE (22 décembre-19 janvier) : Vous savez mesurer vos efforts, vous n'êtes pas avare de votre aide. Vous avez le sens de l'argent, mais vous êtes hanté par la nécessité d'épargner. Période positive et épanouissement tant physique que moral.

VERSEAU (20 janvier-19 février) : N'attendez pas aujourd'hui une évolution rapide et dynamique, sauf s'il se produit un événement inattendu. Faites preuve de patience. Préservez votre indépendance coûte que coûte.

POISSONS (20 février-20 mars) : Des conflits risquent d'éclater dans votre milieu familial. Si vous jetez de l'huile sur le feu, vous n'en verrez pas la fin. Essayez plutôt de jouer les médiateurs.

Sudoku

MOYEN

	9	6				8	1	
		3						
				8	5		4	
		2	5				6	
			6		7			
	3				2	7		
	8		1	6				
						9		
	6	5				1	2	

RÈGLE DU SUDOKU

Une grille de sudoku est composée de 9 carrés de 9 cases, soit 81 cases. Le but est de parvenir à inscrire tous les chiffres de 1 à 9 (sans qu'ils se répètent), dans un ordre quelconque dans chaque ligne, dans chaque colonne et dans chaque carré de neuf cases.

DIFFICILE

5							8	1
8		4			7			
3					1		5	
					3	9		7
2		7	1					
	6		2					9
			4			8		6
4	2							3

Le déficit budgétaire depuis l'accord de Taëf et la responsabilité des ministres des Finances

Depuis l'accord de Taëf en 1989, le Liban fait face à un déficit budgétaire persistant qui a entraîné une spirale de dette et, faute de financement après épuisement de toutes les ressources, à l'hyperinflation. En effet, un déficit budgétaire se finance soit par l'endettement, soit par la planche à billets. Cette situation a été exacerbée par des pratiques corruptrices et des surfacturations dans la gestion des projets de l'État, comme dans les exemples qui suivent.

Après la guerre civile, la reconstruction du centre-ville de Beyrouth a été entreprise par le secteur privé, loin du contrôle de l'État. Bien que cela ait pu donner une nouvelle vie à la capitale, cela a laissé les contribuables libanais porter le fardeau financier. La dette publique a commencé à s'accumuler avec l'augmentation massive des taux d'intérêt, notamment une hausse jusqu'à 40 % par an avec garantie de change entre la livre et le dollar, créant ainsi une dépendance malsaine au crédit et une spirale vicieuse dette-intérêts-financement des intérêts-dette, etc.

Les politiciens libanais ont toléré, voire accepté les déficits répétitifs sous le prétexte de la reconstruction. Cette attitude laxiste a perduré au fil des années, entraînant un manque de budget et de contrôles financiers adéquats. Cela a ouvert la porte à la gabegie, au pillage et même au vol des fonds publics, plongeant ainsi le pays dans une crise économique et sociale.

Certaines figures politiques ont exercé des pressions pour embaucher un grand nombre de fonctionnaires, ce qui a eu un impact significatif sur les finances de l'État. La création d'un grand nombre de postes dans les ministères a contribué à alourdir les dépenses publiques, poussant ainsi le gouvernement à recourir à l'endettement massif puis à la planche à billets. Le comble fut 2018, quand les politiciens décidèrent une hausse spectaculaire des salaires en livres libanaises. Cette décision suicidaire a eu une répercussion dramatique sur le déficit exponentiel du budget et est considérée comme un suicide, ou un « étatcide » de fait.

Pour faire face aux déficits, le Liban a contracté une dette publique croissante. Les taux d'intérêt élevés sur cette dette ont engendré des paiements exorbitants qui ont épuisé les ressources de l'État. Les salaires et les services publics en ont également pâti, privant ainsi le pays de moyens pour des investissements productifs.

Pour faire face à la crise actuelle et y répondre de manière urgente, il est impératif de restructurer l'État et de réduire le nombre excessif de fonctionnaires. Ces derniers pourraient être réorientés vers des formations et des secteurs économiques réellement porteurs de croissance. Une gestion financière rigoureuse et transparente est également essentielle pour rétablir la confiance des citoyens et des investisseurs.

Quant à la responsabilité du ministre des Finances, elle est primordiale dans la situation de déficit budgétaire et d'hyperinflation que connaît le Liban. Il lui incombe de mettre en place un budget équilibré, des politiques économiques saines, de contrôler les dépenses publiques et de lutter contre la corruption pour assurer un avenir plus stable pour le pays et ses citoyens.

Pour comprendre l'ampleur de cette crise, il est important d'examiner plus en détail certaines des causes sous-jacentes qui ont contribué à cette situation désastreuse :

– Absence de réformes structurelles. Malgré la nécessité évidente de mener des réformes structurelles pour stimuler l'économie et réduire les déficits, les politiciens libanais ont souvent évité de prendre des mesures décisives. Le système politique confessionnel a entraîné un blocage politique et une difficulté à prendre des décisions cruciales pour le bien-être du pays.

– Dépendance à l'égard des importations. Le Liban dépend largement des importations pour répondre à ses besoins de base. La crise économique mondiale et les changements dans les prix des produits importés ont eu un impact dévastateur sur l'économie libanaise. La fluctuation des taux de change et l'augmentation des coûts des importations ont entraîné une hausse des prix sur les biens de consommation.

– Système bancaire fragilisé. Autrefois considéré comme solide et attractif pour les investisseurs étrangers, le système bancaire libanais connaît une crise sans précédent. Les banques ont accumulé une dette importante auprès de l'État libanais (y compris la banque centrale) sans diversifier leurs risques et ont été confrontées à des problèmes de liquidités, rendant difficile, voire impossible, pour les citoyens l'accès à leurs dépôts et causant une crise de confiance généralisée.

– La crise des réfugiés. L'afflux massif de réfugiés syriens depuis le début de la guerre en Syrie a exercé une pression énorme sur les infrastructures et les services publics libanais. Cela a considérablement augmenté les dépenses publiques et a mis à rude épreuve les ressources déjà limitées du pays.

– Corruption généralisée. La corruption, un problème majeur au Liban, a joué un rôle significatif dans la détérioration de la situation économique. La mauvaise gestion des fonds publics, les surfacturations, les commissions illégales et les détournements de fonds ont contribué à aggraver les déficits budgétaires.

Face à cette crise économique et financière, il est crucial que les responsables politiques prennent des décisions courageuses. Cela implique de mener des réformes structurelles profondes pour diversifier l'économie, améliorer la transparence et lutter contre la corruption. Des mesures d'austérité ciblées peuvent également être nécessaires pour réduire les dépenses publiques excessives. De plus, le Liban pourrait chercher à obtenir un soutien international pour l'aider à faire face à sa dette publique écrasante et à soutenir des projets de développement économique. La coopération internationale, combinée à des réformes internes, pourrait contribuer à stabiliser l'économie et à ouvrir la voie à un avenir plus prospère pour le Liban et ses citoyens.

En plus des facteurs mentionnés précédemment, d'autres aspects contribuent également au déficit budgétaire au Liban et à la crise économique complexe qu'il traverse :

– Un système de subventions inefficace. Le Liban a historiquement mis en place des subventions (électricité, carburants, médicaments...), un système qui s'est avéré coûteux et inefficace, profitant souvent à des groupes privilégiés plutôt qu'à la population dans son ensemble.

– Instabilité régionale et géopolitique. La situation géopolitique instable de la région, avec les conflits en Syrie et en Irak, a eu des répercussions économiques sur le Liban : baisse significative du tourisme, de l'investissement étranger et des activités commerciales...

– Système électoral problématique. Le système électoral confessionnel au Liban a donné lieu à des gouvernements faibles et instables. Les politiciens ont souvent privilégié des intérêts partisans plutôt que de prendre des décisions difficiles mais nécessaires pour améliorer la situation économique du pays.

– Fuite des cerveaux et de la main-d'œuvre qualifiée. En raison de la crise économique prolongée, de nombreux Libanais qualifiés ont quitté le pays à la recherche de meilleures opportunités à l'étranger. Cela a créé un déficit de compétences et d'expertise au niveau national, limitant ainsi le potentiel de développement économique.

– Détérioration des infrastructures. La négligence des infrastructures publiques au fil des années a entraîné des coûts de réparation et de maintenance élevés. Le manque d'investissements adéquats dans les infrastructures essentielles, telles que les routes, l'eau et l'assainissement, a un impact négatif sur la productivité et la qualité de vie.

Le déficit budgétaire au Liban est donc le résultat d'une combinaison complexe de facteurs allant des pratiques de gestion économique défectueuses à la corruption généralisée et à l'instabilité politique régionale. Pour sortir de cette crise, le pays doit s'engager dans des réformes courageuses pour mettre en place des structures indépendantes des politiciens, qui vont de la mise en place d'une structure de contrôle financier sur les comptes de l'État, avec un audit interne et externe, à la stricte indépendance de la justice par rapport aux politiciens, et à une institution de contrôle et de reddition des comptes et de l'action des politiciens.

Ce n'est qu'à travers ces réformes de contrôle indépendant et de transparence simultanément avec la restructuration de l'État et de ses coûts que le déficit budgétaire pourra être comblé et que les finances libanaises pourront se stabiliser.

Mais les questions finales qui restent sans réponse sont les suivantes : pourquoi les ministres des Finances et leurs acolytes refusent-ils la restructuration de l'État et les réformes nécessaires ? Pourquoi l'application des lois et des contrôles ne se fait-elle pas ? Pourquoi ces blocages et cette volonté permanente d'un « étatcide » de la part des politiciens ?

Bernard Raymond JABRE

Et puis, un jour...

Photo Marc Fayad

Et comme j'écris, l'aube, tel un poète, luit ; le Soleil étire ses écailles dans l'azur indécis. J'observe à travers la fenêtre obscure de ma chambre asphyxiée de la chaleur une fresque de couleur rose et la naissance d'une nouvelle vie. Une musique provenant de l'extérieur ébranle mon cœur encore rapiécé par un gémissement tout à fait étonnant. Par ce bruit frémissant, la nostalgie, cette silhouette aux armes tendues et aux rides arquées, me ramène vers les débris esseulés d'hier, dans l'odyssée de mon enfance. Sans vocation de faire quoi que ce soit aujourd'hui, puisque l'insomnie me donne un tête-à-tête avec le fil de ma vie, je m'engage ainsi dans le rêve mort de ma jeunesse. Je hume la consolation du souvenir ; je me sens nostalgique autant qu'Ulysse l'était, une nostalgie égale et peut-être supérieure à la nostalgie que celui-ci éprouvait, une nostalgie abyssale vers laquelle tend toute notre âme.

Est-ce que je peux partir loin d'ici, loin de cette réalité qui n'est pas si mélodieuse, encore moins supportable, et vivre dans un poème de mon enfance désormais enfouie dans l'étoffe du temps ? Arrêter le temps sépulcral et revivre mon enfance déboussolée ? Retrouver le temps… perdu ? Est-ce qu'un jour je reviendrai vers les méandres de mon enfance comme Ulysse est revenu à Ithaque ? Ou bien le cadeau de mon enfance m'a été bien ôté à jamais ? Ce désir de retour est-il inassouvi à l'avance, est-il fatal ? Telles sont les questions (dont les réponses sont évidentes et limpides par nature) qui floutent le regard que je dépose sur ce monde qui m'écœure de toutes ses forces.

Je voudrais, bien que cela ne soit pas possible, demain à l'aube, me réveiller à la voix douce de ma mère : « Il est 6h30, l'autocar arrive dans 15 minutes. » Je voudrais prendre mon petit déjeuner (man'ouché bi jebné) de la boulangerie située juste à côté de l'école et rentrer à l'école pour voir ces amis, qui font désormais partie du passé, rassemblés dans ce petit coin qui était réservé à notre promotion et qui était surplombé par un arbre âgé de plusieurs années, voir ces visages renfrognés par le manque de sommeil et par la surcharge de ces devoirs impitoyables, témoigner ces lamentations desséchées que nos professeurs du lycée ne cessaient de nourrir.

Je voudrais revenir à ce passé-éden où mes soucis se résumaient à l'étude de quelques textes qui, je le réalise maintenant, sont beaucoup plus intéressants qu'ils paraissaient à l'époque, aujourd'hui que les années du lycée sont arrivées à leur bout.

Je voudrais revenir à ces temps où j'écoutais minutieusement le dialecte de mon professeur préféré qui, bien que je n'aie plus de ses nouvelles, de ce qu'il est devenu, et sans qu'il le sache, a inauguré en moi cette passion que j'ai développée pour la littérature et les mots.

Je voudrais revivre ces moments cocasses où mes professeurs me disaient que pour moi, il ne semble pas y avoir un avenir.

Je voudrais rejouer à cache-cache dans ces collines baignées de soleil au chant des oiseaux survolant mon village fortuné, sentir la brûlure de ces cicatrices vermeilles à mon cou nu et de ces plaies qui se lamentaient sur mes jambes suite aux jeux qu'on lançait dans les champs de blé. Je voudrais passer une journée avec ma famille attablée sous le Soleil qui dardait ses rayons ardents sur nos visages pâles.

Je voudrais, à l'abri des montagnes, poursuivre – quel bonheur raffiné – ces papillons errants et déguster – quelle joie ineffable – le pulpe de fruits frais à travers les buissons verdâtres.

Je voudrais bien prendre une cuillerée de Nutella (sans gagner aucun kilo), et cueillir des fleurs écloses et en faire un bouquet que ma propre main trierait pour l'offrir à ma tante, pour qui les fleurs composaient un élan de poésie et de chant lyrique.

Je voudrais aborder des dilemmes sur le choix sérieux du goût de ma glace qui, d'ailleurs, fondait consumée par la chaleur étourdissante du Soleil – chocolat, fraise ou vanille.

Je voudrais vagabonder en cercle autour de ma mère qui prépare le repas et qui allume le rond de la poêle à frire, la taquiner avec mes propos scrupuleux, à travers cette ululation d'hiboux que je dégageais pour l'agacer.

Je voudrais écouter les facéties et les histoires de ruse interminables de l'enfance de mon grand-père en étant allongés, moi et mes cousins, sur le sol, somnolents, en regardant les yeux de mon grand-père qui berçait ses souvenirs délicats hérissés d'insanité et de délires.

Je voudrais, au bout du crépuscule précoce, contempler ces petites boules de gaz soufflées dans le ciel comme un portrait de Van Gogh, ces astres que je croyais pouvoir toucher, même épouser, juste en levant le bras vers le ciel ; observer du balcon le repos des maisons perchées sur les vallées, ces maisons dont les fenêtres étaient éclairées d'une chandelle ; par-delà les toits, apercevoir – une observation qui n'a rien d'original – la silhouette d'une femme dont l'histoire m'est inconnue (je savais que je faisais partie de cette histoire, car je créais l'itinéraire de sa vie, et « quelquefois, je me la raconte à moi-même en pleurant », comme le disait Baudelaire) et qui m'apparaissait à travers les nues translucides de notre soirée « solennelle » et propice, une soirée digne de ces adjectifs, une soirée où l'on dansait et frétillait sous la lumière des étoiles.

Et puis, un jour, tu te réveilles, tes paupières encore scellées par le sommeil, sur le son d'un silence amical dans cette maison où tes pas font désormais un bruit sourd et triste, dans cette maison où, autrefois, rien ne mourait et qui a été témoin de ton premier amour, de ta première rupture aussi, de tes premiers mots, de ton admission à l'université à laquelle tu ne pensais y accéder qu'en rêve. Une maison où vivait la vie, était la vie, créait la vie, souffrait la vie, rêvait la vie. Cette maison qui accueillait des reproches de-ci, de-là parce que, sous le ciel que creusent ce Soleil paisible et cette Lune d'idylle, elle était cet arbre défeuillé qui tremblait par le chaos de son esprit, comme par une explosion dans les ténèbres.

Tu te réveilleras et ta mère ne sera plus là dans la cuisine à préparer des crêpes sucrées et citronnées pour le petit déjeuner et à tresser tes cheveux ondulés suite à des heures où tu nageais à bout de souffle dans l'écume des vagues, ton père ne sera plus là pour te donner le petit baiser de la matinée ou pour te donner un coup de main dans ton devoir d'histoire-géo, ou même pour remettre à sa place le robinet que tu as dévié, par des moyens que tu ignores.

Tout ce qui restera, c'est ta chambre, cette réalité solide et éternelle, leur chambre qui constituait la forêt de tes jeux d'enfance où tu sautillais sur leur lit dépenaillé, la poussière de vos souvenirs embarqués, les débris de vos vécus à une volupté indicible, l'armoire où tu partageais avec ta sœur vos fringues, vos robes de princesse.

Il ne restera que ces photos désuètes au bout de ton lit abandonné, ces photos provenant d'un passé si lointain, mais qui, pour autant, te ramène à ces jours où tu restais collé au flanc du jupon de ta mère, où l'élan de la tristesse t'étais inconnu comme la Lune blanche, et ces canapés caduques où se rassemblait autrefois toute la famille devant la télé, une famille qui composait des rires discordants transformés en une harmonie vigoureuse qui crie la joie de la « familia ».

Il ne restera que ces manuscrits inédits, délaissés et recroquevillés de ton père sur son bureau bleu où figure une mappemonde, que ces tee-shirts qui portent le parfum de vigne de ton enfance.

Tout ce qui restera, c'est ce mal pour des jours perdus que tu ne vivras plus jamais, c'est l'écho du rire puéril de ton père qui berçait des mensonges cocasses, ces joies enivrantes qui furent tiennes. Oui, des photos, des photos qui te ramènent à ces moments où vous chantiez Feyrouz à tue-tête.

Il ne restera que ce bric-à-brac de ton grand-père, cette quantité lamentable de paperasse, ce fatras de vieux papiers et de livres poussiéreux partout dans la maison. Ses écrits et ses dessins laissés pour compte.

Il ne restera que la batterie de ta grand-mère, à l'aide de laquelle elle te préparait « foul et hommos » le dimanche matin, et la cuisine où elle faisait la bouffe.

Et puis un jour arrive, où, comme les lueurs rose-orange agonisées à l'horizon, ton enfance fanée fera désormais partie du passé. Un jour arrive où les délicieuses journées de ton enfance dépérie céderont leur place à des journées saturniennes, des journées de splendeurs achevées deviendront des journées encombrées de spleen.

Et puis, en un clin d'œil, tu te trouveras en train de choisir la formation féconde que tu dois poursuivre pour le reste de ta vie épouvantable, ta maison se videra sous le ciel des solitudes, et tu commenceras à voir le passage du temps apparaître sur tes rides et sur ton visage maussade et sénile ; tu seras fatigué du labeur continu de ta journée, perdu dans l'azur morne, tes pensées qui avaient les couleurs indécises du crépuscule prendront la couleur d'une nuit sans candélabres. Ces jours où ta seule besogne était de choisir le goût de ta glace sont arrivés à leur fin achevée cette fois-ci. Et puis un jour arrive, et tu te trouves en route vers une terre inconnue pour construire un futur que ton pays ne t'a pas promis, laissant derrière toi toutes ces mystérieuses ivresses et ces souvenirs que tu ne retrouveras plus jamais que dans un poème griffonné, que dans un rêve passager et frêle.

Apprécie donc ce que tu as avant que ça ne soit trop tard… avant que notre pire ennemi, le temps, nous saisisse et emporte avec lui tout ce qu'il frôle et effleure par son passage sinusoïdal.

Car si je te dis qu'un jour – d'hiver, de printemps ou d'été –, tu seras, même si tu es un peu loin de cette réalisation, nostalgique pour aujourd'hui aussi ?

Haya AL-ZEIN

Les textes publiés dans le cadre de la rubrique « Courrier » n'engagent que leurs auteurs. Dans cet espace, « L'Orient-Le Jour » offre à ses lecteurs l'opportunité d'exprimer leurs idées, leurs commentaires et leurs réflexions sur divers sujets, à condition que les propos ne soient ni diffamatoires, ni injurieux, ni racistes.

Pour placer vos annonces Carnet à partir du web : www.lorientlejour.com, onglet « Carnet ».
Pour les hommages : carnet@lorientlejour.com

Nécrologie

« Dans l'espérance de la Résurrection est entrée dans la maison du Père. »
Hani Eid, son épouse Aida Naaman et famille
Nina Eid
Sami Eid, son épouse Maha Saadé et famille
Fady Eid, son épouse Joumana Baroudi et famille
Élie, Alain, Eddy, Joe, Jason, Tracy, Jennifer, Tarek et Thalia
ainsi que les familles Eid, Naaman, Saadé, Baroudi, Merheb, Massaad et Safi
ont la profonde douleur de faire part du décès, survenu lundi 7 août 2023, de leur bien-aimée mère, belle-mère et grand-mère

HODA RAAD EID
Vve Élias B. Eid

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale et la défunte sera enterrée dans le caveau de la famille, qui remercie tous ceux qui s'associeront à ses prières.
Les condoléances auront lieu demain jeudi 10 août, de 11h à 18h, dans le salon de la grande église Saint-Élie, Antélias.
« Miséricordieux Jésus, donne-lui le repos éternel. »

Condoléances

Amale Gergi Sleiman
Ghada, épouse Sassine Feghali, leurs enfants et leurs familles
Raghida, épouse Walid Izzat Charara, et famille
Antoine, son épouse Perla Youssef Abi Khérés et famille
Safi Safi, ses enfants et leurs familles
Me Toufic Safi, son fils et sa famille
Jacqueline Nehmé, Vve Georges Safi, ses enfants et leurs familles
Angéline, Vve Ishak el-Korem, ses enfants et leurs familles
Les enfants de feue Alice, Vve Salim Chucri Sader, et leurs familles
Antoine Afif Gebran, époux de feue Samia, ses enfants et leurs familles
Fils de feue Katia, épouse du général Boutros Nakhlé, et famille
ont la douleur de faire part du décès, survenu lundi 7 août 2023, de leur regretté époux, père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère et oncle

ÉLIE MICHEL SAFI

Les condoléances seront reçues aujourd'hui mercredi 9 août, de 11h à 18h, dans le salon de la confrérie de la Mère éplorée, à Bsous.

Quarantième

Pour le quarantième jour du rappel à Dieu de notre bien-aimée

NICOLE WADIH CHAMMAS
Vve Antoine Béchara Raad

une messe sera célébrée pour le repos de son âme demain jeudi 10 août à 18h, en l'église Saint-Maron, Gemmayzé.
La famille de la disparue prie les parents et amis de s'associer à elle par leur présence ou leurs prières.

Pensée pieuse

Il y a un an, nous quittait pour un monde meilleur notre très cher regretté

GEORGES ABDO ABI KARAM

Une pensée pieuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Remerciements

Très touchés par vos marques de sympathie et d'affection, suite au rappel à Dieu de notre bien-aimée feue

NADA BARRAGE

nous vous exprimons notre profonde gratitude et vous remercions pour vous être associés à notre douleur par votre présence, vos messages de condoléances et vos prières.

Musées

MIM-MUSÉE DES MINÉRAUX rue de Damas sur le campus de l'innovation et du sport à l'USJ, tous les jours, de 10h à 13h et de 14h à 18h, sauf les lundis. Tél. : 01/421672.

LE MUSÉE DU PALAIS DEBBANÉ vieille ville de Saïda, de 9h à 16h. Tél. : 07/720110.

LE MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE L'UNIVERSITÉ AMÉRICAINE DE BEYROUTH rue Bliss, Beyrouth, du lundi au vendredi, de 8h à 15h. Tél. : 01/759665.

Contacts utiles

Abonnements aux différentes publications du groupe L'Orient-Le Jour

Pour vos abonnements à *L'Orient-Le Jour*, contactez-nous par e-mail : abonnement@lorientlejour.com ou tél. : 05/453665.

Carnet

Pour vos demandes de publication d'avis de naissance, de nécrologie, de quarantième, de pensée pieuse ou d'hommage, merci de nous adresser vos textes par mail en précisant vos coordonnées téléphoniques ainsi que votre nom à l'adresse suivante : carnet@lorientlejour.com ou de nous contacter par téléphone au 05/453703 – 05/453387 – 05/956444, extension : 301. Vous pouvez aussi contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par e-mail à info@pressmedia.com.lb

Petites annonces

Pour la publication de vos petites annonces dans nos versions papier et numérique, merci de nous adresser vos mails à l'adresse suivante : carnet@lorientlejour.com ou de nous contacter par téléphone au 05/453703 – 05/453387 – 05/956444, extension : 301. Vous pouvez aussi contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par e-mail à info@pressmedia.com.lb

Publicités

Pour vos publicités, veuillez contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par e-mail à l'adresse suivante : info@pressmedia.com.lb

AGENDA CINÉ

NOUVELLES SORTIES

DORAEMON THE MOVIE, animation. *Grand Cinemas ABC Verdun/Las Salinas/Galaxy.*

OPPENHEIMER, de Christopher Nolan, avec Cillian Murphy, Robert Downey Jr, Emily Blunt, Florence Pugh, Matt Damon. *Cinemacity Beirut Souks, Cinemall, VOX Beirut City Center, Stargate, Empire the Spot Choueifate, Empire Premiere Sodeco, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/Saïda/Las Salinas/Galaxy.*

COBWEB, film d'horreur. *Cinemacity Beirut Souks, VOX Beirut City Center.*

MR EX, film égyptien d'Ahmad Rasheed. *Empire Premiere Sodeco, VOX Beirut City Center.*

FARANG, de Xavier Gens. Avec Nassim Lyes, Loryn Nounay, Olivier Gourmet. *Cinemacity Beirut Souks, Cinemall, VOX Beirut City Center, Stargate, Empire the Spot Choueifate, Empire Premiere Sodeco, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/Saïda/Las Salinas/Galaxy.*

HAUNTED MANSION, de Justin Simien. Avec Jamie Lee Curtis, Winona Ryder, Jared Leto. *Cinemacity Beirut Souks, Cinemall, VOX Beirut City Center, Stargate, Empire the Spot Choueifate, Empire Premiere Sodeco, Grand Cinemas ABC Verdun/Saïda/Las Salinas/Galaxy.*

EN SALLE

MISSION IMPOSSIBLE/DEAD RECKONING PART ONE, de Christopher McQuarrie, avec Tom Cruise, Hayley Atwell. *Cinemacity Beirut Souks, Stargate Zahlé, Empire the Spot, VOX Beirut City Center, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Dbayé/Verdun/Saïda/Las Salinas/Galaxy.*

HIDDEN STRIKE, de Scott Waugh, avec Jackie Chan, John Cena, Pilou Asbæk. *Cinemacity Beirut Souks, VOX Beirut City Center, Cinemall.*

INSIDIOUS, THE RED DOOR, de Patrick Wilson, avec Ty Simpkins, Patrick Wilson, Rose Byrne, Sinclair Daniel. *Cinemacity Beirut Souks, Stargate Zahlé, Empire the Spot, VOX Beirut City Center, Grand Cinemas ABC Verdun.*

INDIANA JONES AND THE DIAL OF DESTINY, de James Mangold, avec Harrison Ford, Mads Mikkelsen, Pheobe Waller-Bridge. *Cinemacity Beirut Souks, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Dbayé.*

NO HARD FEELINGS, de Gene Stupnitsky, avec Jennifer Lawrence, Matthew Broderick. *Cinemacity Beirut Souks.*

TAG, comédie avec Tamer Hosni, Sandy. *Cinemacity Beirut Souks, Stargate Zahlé, Empire the Spot, VOX Beirut City Center, Cinemall, Grand Cinemas ABC Verdun/Saïda/Las Salinas/Galaxy.*

BEIT EL-RUBY, de Peter Mimi, avec Karim Abdul Aziz, Tara Emad. *Cinemacity Beirut Souks.*

ELEMENTAL, film d'animation. *Cinemacity Beirut Souks, Empire the Spot Choueifate, VOX Beirut City Center, Cinemall.*

THE LITTLE MERMAID, de Rob Marshall, avec Melissa McCarthy, Halle Baily, Jonah Hauer-King. *Grand Cinemas ABC Verdun, Cinemall, Empire the Spot Choueifate, Stargate Zahlé.*

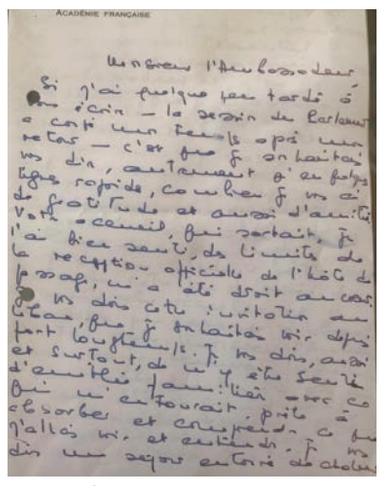
SUPER MARIO BROS., film d'animation. *Cinemacity Beirut Souks, Cinemall.*

HARDABASHT, de Mohammad Dayekh, avec Hussein Kaouk, Randa Kaady, Hussein Dayekh, Maria Nakouzi. *VOX Beirut City Center.*

Courrier

Lettre d'Hélène Carrère d'Encausse à Jean-Pierre Lafon

Nous avons reçu de M. Jean-Pierre Lafon, ambassadeur de France au Liban de 1994 à 1997, cette lettre que lui avait adressée, à la suite d'une de ses visites au Liban à l'époque, Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'Académie française, décédée le 3 août 2023.



La première page du manuscrit de la lettre. Photo DR

Monsieur l'Ambassadeur,

Si j'ai quelque peu tardé à vous écrire – la session du Parlement a coupé mon temps après mon retour –, c'est que je souhaitais vous dire autrement qu'en quelques lignes rapides combien je vous ai de gratitude et aussi d'amitié. Votre accueil, qui sortait, je l'ai bien senti, des limites de la réception officielle de l'hôte de passage, m'a été droit au cœur.

Je vous dois cette invitation au Liban que je souhaitais voir depuis fort longtemps. Je vous dois, aussi et surtout, de m'y être sentie d'emblée familière avec ce qui m'entourait, prête à absorber et comprendre ce que j'allais voir et entendre. Je vous dois un séjour entouré de chaleur de vie réelle, ce qui est précieux et rare quand le temps vous est mesuré et qu'il faut sans cesse se tourner vers l'essentiel. Vous m'avez fait un accueil, Monsieur l'Ambassadeur, et j'ose l'écrire, cher ami, que je n'oublierai jamais. Tout grâce à vous me fut facile et heureux. Et à tout moment je savais pouvoir me tourner vers vous pour mieux comprendre, car vous avez, et cela m'émerveille, en peu de temps « absorbé » l'air et le fond des problèmes de ce pays tragique. Je garde un souvenir particulièrement ému de cette fin de soirée qui a suivi votre réception et où nous avons pu converser si librement.

De tout cela, Monsieur l'Ambassadeur, soyez remercié infiniment. Mais sachez que vous êtes allé au-devant d'un grand péril, mon désir de revenir pour aller plus loin dans la perception du Liban. J'espère que l'idée ne vous fait pas trop peur.

N'oubliez pas votre promesse de me faire signe quand vous serez à Paris. Et trouvez ici Monsieur l'Ambassadeur l'expression de mes pensées de très profonde sympathie.

Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE

Vie et mort du Liban

La canalisation progressive de la majorité des crises graves vers le noyau confessionnel est monnaie courante au Liban. Indépendamment de sa nature économique, judiciaire ou politique, n'importe quelle crise s'oriente vers ce noyau dur, attirée par la force d'attraction confessionnelle. Par conséquent, les vraies raisons des crises sont occultées, la justice est paralysée, les Libanais sont divisés et la vie sociétale complexe de par sa nature se trouve simplifiée. Ce schéma réductionniste et falsificateur met en évidence aussi un dilemme pragmatique qui caractérise la façon dont les autorités et les politiciens locaux font face aux crises. Au lieu de s'efforcer de démontrer objectivement les causes réelles des crises et de proposer des solutions efficaces, ces responsables se plongent volontiers dans le jeu des échappatoires confessionnelles.

De ce dilemme, qui soulève des interrogations sur la puissance de la confession et sur le comportement des responsables écartant tout dépassement du fait confessionnel, découle une question légitime d'une grande gravité concernant la place de la foi dans la vie politique. En fait, la puissance de cette attraction est due à l'enracinement du sentiment confessionnel d'une manière qui le transforme en un modèle conceptuel sur lequel se fonde la construction intellectuelle des confessions. Cela ouvre la voie au réductionnisme, à la simplification et à la distorsion des raisons des crises souvent très complexes. Quant aux pratiques politiques, elles contribuent à alimenter ce sentiment confessionnel à travers les discours des politiciens et instances religieuses, mais aussi indirectement par le biais des institutions confessionnelles qui couvrent presque tous les domaines de la société.

Eu égard à cette situation, la construction d'un État démocratique et fort formant un noyau national alternatif au noyau confessionnel semble définitivement bloquée. Le Liban est condamné à rester un État fragile ! Toute solution d'une crise recherchée dans ce cadre ne produira que des crises plus graves. Par exemple, les questions controversées à la veille de la guerre de 1975, telles que la présence militaire palestinienne, la justice sociale, la décentralisation administrative et d'autres encore – qui ne sont pas à la base des questions confessionnelles – ont pris une direction qui les a réduites au confessionnalisme, de sorte que la guerre est apparue comme une lutte entre chrétiens et musulmans. Par conséquent, l'accord de Taëf a été formulé à la lumière de la compréhension confessionnelle du pays et de ses problèmes. Mais voilà que cet accord ouvre la voie à d'autres crises. Le réductionnisme confessionnel de la vacance présidentielle actuelle suit le même schéma ; elle n'aboutira du coup qu'à une solution renforçant le confessionnalisme ou à une confrontation plus grave de couleur confessionnelle.

Retournons à la question légitime de la place de la foi dans la vie politique. Nous l'abordons sous l'angle chrétien, et précisément catholique. Quelle place la foi occupe-t-elle dans les pratiques de ces politiciens ? Une distinction s'impose immédiatement entre le rôle de la foi et du fait confessionnel. Car, bien que le facteur religieux réside à l'origine de la confession, le développement historique de cette dernière, en particulier sous le système ottoman de millet, et les arrangements confessionnels dans le Mont-Liban et puis dans l'État du Liban, en a fait une quasi-nation qui jouit de sa culture, de son histoire, de ses institutions et de ses relations extérieures, et utilise ses rituels et symboles religieux comme moyens de renforcer sa propre identité, perdant ainsi la foi dans sa dimension globale. Il faut donc faire la distinction entre la confession et les exigences de la foi telles qu'elles sont exprimées par la doctrine et nourries par la théologie.

La révélation historique acquiert une place centrale dans la foi chrétienne. Ce que l'on entend par là, c'est que Dieu marche avec son peuple et, au cours de ce chemin, Il révèle ses desseins à l'égard de l'homme et de l'histoire humaine. Par conséquent, la théologie chrétienne, bien qu'elle reconnaisse que la révélation divine a atteint son achèvement en la personne de Jésus-Christ, ne connaît pas la stagnation ou la suffisance ; elle est plutôt dans un mouvement de développement constant en ce qui concerne la réalisation du sens de cette révélation dans l'histoire humaine toujours en mutation. Il est évident que ce dynamisme théologique est ce qui a conduit l'Église catholique à adopter des enseignements très avancés sur les vérités détenues par les autres religions, la liberté de conscience, les droits de l'homme et la démocratie. Il est remarquable que ces enseignements n'aient pas été produits par la théologie catholique elle-même, mais plutôt adoptés et développés par elle. Et cela révèle le dynamisme de cette théologie, à savoir la non-distinction entre le Christ et le bien de tout homme ou tout ce qui peut servir et construire l'homme. Par conséquent, la destination de la foi est toujours le plus grand bien ou la meilleure vie pour chaque être humain.

Cependant, la situation confessionnelle va dans le sens inverse. Elle produit une mentalité de conformité dont les circonstances de l'origine restent floues, et dont l'histoire est pleine de préjugés et d'hostilité. C'est une condition qui captive l'homme, lui impose son ami et son ennemi, détermine son bien et fait de la société des sociétés parallèles et empêche l'établissement d'un État moderne digne de l'homme. C'est donc l'antithèse des exigences de la foi. Celle-ci, dans le cadre de la révélation historique, rejette la stagnation identitaire et fait de l'existence elle-même un atelier permanent orienté vers le bien de l'homme. Une lueur d'espoir demeure pourtant grâce à ceux qui travaillent pour une vie meilleure pour les Libanais et les institutions éducatives. Parmi les initiatives qui renforcent l'espoir, figure celle de l'Université Saint-Joseph qui a lancé une académie de formation à la citoyenneté afin de créer des générations qui croient à la dignité de l'homme et à un Liban démocrate et prospère.

Père Salah ABOUJAOUDE, s.j.

Pour ne pas oublier

J'ai honte. Comme j'ai honte. Vous aussi ? J'ai tellement honte, honte d'avoir permis à ma mémoire pour un moment d'oublier cette date. J'ai honte pour tous ceux qui, comme moi, ont oublié ce que le 4-Août représente. Et représentera toujours. Ce jour est une tache rouge sang qui, lorsque je ferme les yeux pour y penser, retrouve son odeur âcre de détresse et de désespoir.

Mais ça semble si loin, comme si ce souvenir appartenait à une autre vie, à une autre réalité. Comme si c'était un autre peuple qui s'était estimé digne d'une révolte, comme si c'était un autre peuple qui, après avoir été victime de la plus grande explosion non nucléaire de l'histoire, avait endossé le rôle de l'État pour retrouver les blessés sous les décombres. Comme si c'était un autre peuple qui avait saigné le parterre des rues remplies de verre, et pleuré les victimes, les blessés, les survivants, les morts et les destitués.

Comme si c'était une autre Beyrouth qui avait été éventrée en plein centre, dont les immeubles se sont écroulés comme un château de cartes, aux rues vides et vidées qui n'ont jamais su retrouver leurs couleurs.

Comme si ce cauchemar appartenait à une autre mémoire collective, une mémoire lointaine qui s'efface derrière les bruits assourdissants du tous les jours, du Liban en août, de l'été, des vacances et des vacanciers. Comme si ce faux moment de répit pouvait effacer la terrible réalité qui sera à jamais associée à cette date.

Comme si c'était une autre Beyrouth, qui appartenait à une autre vie, à d'autres vivants, et pourtant… Comment oublier l'immonde couleur écarlate du ciel parmi les nuages gris de fumée et la puanteur du nitrate dans l'air ? Comment oublier les premiers instants de silence infernal qui ont précédé les centaines d'heures de cris agonisant et le paysage apocalyptique qui s'en est suivi ? Comment oublier la douleur de l'instant où nous avons compris ce qui s'était passé ? Puis la douleur encore plus terrible du moment où nous avons compris que, dans ce pays gouverné par des ignobles choisis par un peuple d'ignorants, justice ne sera probablement pas faite.

J'ai honte face aux parents des victimes, face aux survivants des décombres, face aux centaines de déplacés dont les toits se sont effondrés, de le dire, mais je n'ai plus foi en ce pays et en sa justice. Aujourd'hui, j'ai honte, et j'ai mal, et j'ai honte de nouveau.

Je pensais que le ciel écoutait nos douleurs et que nos prières sauraient être entendues. Que le sang des victimes, leurs morts atroces et la douleur de ceux qui survivent ne resteraient pas des horreurs sans réponse. Mais si le ciel écoute réellement nos douleurs, alors où est-elle, cette justice qui nous revient de droit ? Si le ciel écoutait réellement nos douleurs, nous ne serions pas aujourd'hui en train d'assister au deuil d'un pays qui n'est pas encore mort.

D'habitude, j'écris en sachant où je veux arriver à la fin, une sorte de morale, une petite flamme d'espoir. Mais là, j'ai simplement honte. J'ai aussi peut-être un peu perdu foi en les mots, ils ne semblent pas avoir la force que je leur attribue d'ordinaire. Aujourd'hui, je te pleure encore, Beyrouth, j'ai terriblement honte et surtout j'écris pour ne pas oublier.

May EL-HACHEM

Les textes publiés dans le cadre de la rubrique « Courrier » n'engagent que leurs auteurs. Dans cet espace, « L'Orient-Le Jour » offre à ses lecteurs l'opportunité d'exprimer leurs idées, leurs commentaires et leurs réflexions sur divers sujets, à condition que les propos ne soient ni diffamatoires, ni injurieux, ni racistes.

L'Orient Le Jour
L'Orient fondé par Georges Naccache en 1924
Le Jour fondé par Michel Chiha en 1934
Fusion des deux titres en 1971

Société Générale de Presse et d'Édition SAL
Baabda-route de Damas - Imm L'Orient-Le Jour
B.P. 45-254 - Hazmieh - Tél : 05/956444

Abonnement 05/453665 abonnement@lorientlejour.com
Administration Fax 05/454201 administration@lorientlejour.com
Ressources Humaines hr@lorientlejour.com

Rédaction Fax 05/957444 redaction@lorientlejour.com
Carnet, petites annonces Tél. fax 05/454108
Archives archives@lorientlejour.com
Régie publicitaire - Pressmedia Tél. 01/577000 - Fax 01/561380

Président-directeur général **Nayla DE FREIGE**
Directeur exécutif **Fouad KHOURY HELOU**
Éditorialiste **Issa GORAIEB**

Rédaction en chef **Élie FAYAD** **Anthony SAMRANI**
Directrice du développement numérique **Émilie SUEUR**

Directeur responsable **Abdo CHAKHTOURA**
Édition **Gaby NASR** **Jenny SALEH**

Liban **Suzanne BAAKLINI** (Société) **Rita SASSINE** (Politique)
International **Antoine AJOURY** **Laure-Maïssa FARJALLAH**

Économie **Philippe HAGE BOUTROS**
Culture **Maya GHANDOUR HERT** **Carla HENOUD** (La Dernière) **Zéna ZALZAL** (adjointe)

Idées **Cyrille NÊME**
Campus **Roula DOUGLAS**
Web **Matthieu KARAM** **Claire GRANDCHAMPS**

Sport **Gabriel BLONDEL**
Marketing **Nicole KARKOUR**
Administration **Raymonde NASR**
Ressources humaines **Maya BASSILA**

Informatique **Moustapha KHAZAAL**
Correction **Marilys HATEM**
Graphisme **Fady SAAIBY** **Yehya HAMDAN**

LA MODE

« Souviens-toi de l'amour », la collection existentielle d'Ahmad Amer en hommage au Bardo

Dans le choix de créer des vêtements, il y a souvent le désir de voir ses rêves peupler les rues. Ahmad Amer lance sa nouvelle collection comme une éternelle célébration du Bardo, le bar LGBTQ+ qui a laissé, en fermant ses portes, toute une communauté orpheline de sa bienveillance.

Ahmad Amer lance sa nouvelle collection comme une éternelle célébration du Bardo.

Des doudounes jaunes cousues dans leur épaisseur de visages songeurs. Photos Céline Dagher

Fifi ABOU DIB

« Dès notre naissance, on nous dit que tout est éphémère. Rien ne dure éternellement. Pourtant, nous continuons à nous efforcer d'écrire nos propres récits, nos propres histoires, en espérant qu'on s'en souviendra encore longtemps après nous », écrit le créateur Ahmad Amer en guise de contexte pour sa nouvelle collection. « La mort est la seule chose inévitable dans la vie. Mais il n'y a pas de mort sans naissance. Et après la mort, si l'on a de la chance, il y a la renaissance », poursuit-il. D'emblée, cette nouvelle ligne s'inscrit dans un monde désenchanté, à la fois de plus en plus étroit et sans repères. Plus que de vêtements, il s'agit ici de draper passeurs et passants de toile qui racontent leur désarroi et les sauvent peut-être d'un inéluctable effacement.

Des formes gagnées sur les rêves interdits

« Suis-je trop naïf pour toujours rêver en grand ? Ai-je laissé les choses m'atteindre à un moment donné ? Me suis-je trop battu ? Ou cela n'a-t-il pas suffi ? Pourquoi suis-je déçu par moi-même ? Ou devrais-je me défouler sur le monde parce qu'il m'a laissé tomber ? Pourquoi ai-je l'impression que mon monde s'écroule autour de moi ? » : les questions se bousculent. Une monstrueuse double explosion a anéanti la vie d'avant, la ville d'avant. Ahmad Amer fait du vêtement un récit, une confidence. Chaque pièce est une forme gagnée sur les rêves interdits. Chaque veste, démesurée, déstructurée, chaque doudoune jaune, cousue dans son épaisseur de visages songeurs, de silhouettes confuses et imbriquées, chaque combinaison rouge à col serpent, chaque robe noire à épaules démesurément arrondies racontent la confection d'un leurre pour reprendre confiance en soi, s'habituer à l'idée de la perte, œuvrer à la récupération, fût-ce autrement.

Toute une jeunesse piégée dans un ascenseur sans destination

« De la navigation en douceur sur des ruisseaux célestes aux marches accablantes sur des routes rocailleuses, mon chemin est passé de lignes fines à des formes démesurées, et pourtant, d'une manière ou d'une autre, je continue à pousser à travers. Est-ce de l'espoir ? Ou suis-je simplement en train de flotter sans but dans l'espace, coincé dans une boucle ? » s'interroge encore Ahmad Amer. Les images se font floues, oniriques. Le clip de la collection, réalisé par Jude Bourdoukan, montre des visages nimbés d'une lumière nocturne, des silhouettes qui se confondent dans une sensualité inquiète, exacerbée par les halos rouges ou indigo d'un éclairage artificiel, des trans se préparant à un défilé, une mélancolie rêveuse entortillée dans des pans de plastique, toute une jeunesse piégée dans un ascenseur sans destination sur laquelle se projettent les griffonnages d'Ahmad Amer, illustrateur et architecte d'intérieur avant de choisir la mode comme véhicule de son esthétique de la désillusion.

« Nous nous souviendrons toujours de l'amour »

Mais que représentent ces graphismes brodés ou imprimés, si caractéristiques de la patte Ahmad Amer ? « Le Bardo, un état transitoire entre la mort et la renaissance. Est-ce là que je me trouve maintenant ? Chaque espace que je me suis créé pendant toutes ces années était-il un état transitoire ? Est-ce la raison pour laquelle je continue à avancer ? Et si je choisis de renaître, y a-t-il encore de l'espoir ? » songe le créateur. Pour la communauté LGBTQ+ de Beyrouth, le Bardo n'était pas qu'un bar de plus. C'était un foyer, un repère rassurant, un lieu inclusif où chacun pouvait être soi-même, déployer ses talents, se sentir protégé malgré son infinie vulnérabilité. Le Bardo a fermé ses portes en octobre 2021, l'estocade lui ayant été portée par la crise économique et le départ de son personnel. Il aura représenté un moment unique dans l'histoire sociale et sociétale de Beyrouth. Un hommage s'imposait. Amer le ressuscite à travers une illustration à sa gloire : le Bardo Print. « Cette collection est un hommage au Bardo, un espace culturel et sûr pour beaucoup, que nous avions l'habitude d'appeler la maison. Même après l'escale du Bardo, son esprit restera, et nous nous souviendrons toujours de l'amour », souligne-t-il.

On y retrouve toute l'atmosphère du lieu, son décor, son bar, ses tables, sa faune familière, ses rituels. Jetés à l'encre noire sur un tissu couleur kraft, ces dessins transportent le Bardo sur le dos de ses habitués tout entier là où ils se trouvent, où qu'ils se trouvent. « À quoi ressemble ce qui se trouve derrière cette porte ? Si je choisis de renaître, dois-je tout revivre ou puis-je choisir ma propre voie ? Beyrouth n'est plus ici. Beyrouth est partout. Des morceaux de mon cœur sont éparpillés partout, ma diaspora personnelle. Il n'y a plus de frontières, seulement de l'amour », songe encore Ahmad Amer.

INNOVATION

En Tunisie, du plastique marin transformé en marque de mode écoresponsable

Deux hommes en combinaison rouge ramassent des bouteilles en plastique sur une plage. Ces collecteurs informels ne savent pas qu'elles se transformeront bientôt en une robe en denim de la collection Outa, première marque écoresponsable du pays.

Ils sont une quinzaine de *barbéchas*, collecteurs informels, à participer au programme Kerkennah Plastic Free, soutenu par l'Union européenne (UE), pour la valorisation des 7 000 tonnes de déchets plastiques qui viennent joncher chaque année les îles Kerkennah (sud-est de la Tunisie).

Sur l'archipel, « on a un environnement enthousiasmant en termes de nature et de calme, idéal pour le tourisme vert, avec un passage d'oiseaux migrateurs, des herbiers de posidonies », décrit Jean-Paul Pélissier, de l'institut agronomique Ciheam de Montpellier, dans le sud de la France, coordinateur du projet. Mais « il y a un élément qu'on ne voit jamais sur les photos, c'est le plastique », souligne-t-il, déplorant un « déficit de collecte des ordures » et des courants marins qui charrient le plastique européen vers les côtes tunisiennes.

Les *barbéchas,* mieux équipés grâce au projet Kerkennah Plastic Free, apportent leur récolte quotidienne à un trieur qui la transmet à une entreprise de collecte puis à un broyeur. Un partenariat a été noué avec Seaqual, un consortium international d'entreprises et une ONG qui achète ce plastique marin à « un prix rémunérateur et stable toute l'année », explique M. Pélissier.

Défilé de la créatrice Maud Beneteau à la Fashion Week de Tunis. Fethi Belaid/AFP

Made in Tunisia

Travailler pour Seaqual constitue un nouveau débouché pour Omar Kcharem, patron de Kerkennah Plast (compacteur et broyeur de plastique), car le plastique marin « n'a pas beaucoup de valeur et ne rapporte pas d'argent ». Les granulés issus du broyage sont transformés en fibre nylon par Seaqual, au Portugal, dans l'une des quatre seules usines au monde dotées de cette technologie. « C'est une innovation. Il y a quatre ou cinq ans, on ne pouvait pas recycler le plastique marin, qui séjourne dans une eau salée et est exposé au soleil », note M. Pélissier, soulignant que Seaqual utilise 10 % de plastique marin dans la composition de son fil polyester avec l'objectif d'accroître fortement cette proportion. Mise à part la fibre fabriquée à l'étranger, tout le processus est made in Tunisia, fabriqué en Tunisie. Dans un bruit infernal, une énorme machine tisse du denim à partir de fil Seaqual dans l'établissement ultramoderne Sitex, à Ksar Hellal (centre-Est). Anis Montacer, fondateur de la marque de tissu et de mode Outa, a noué un partenariat avec Sitex, spécialiste tunisien du denim et fournisseur d'Hugo Boss, de Zara ou de Diesel. Il l'a choisi « pour sa sensibilité à l'environnement parce que, en 2022, 70 % de leur fabrication était basée sur des fibres recyclées ». « Nous avons collaboré pour déterminer la force du fil adéquate et la teinture indigo appropriée », précise-t-il. Une collaboration qui va se poursuivre pour élargir la gamme chromatique d'Outa à des teintures naturelles.

Haute valeur ajoutée

M. Montacer tient à l'identité tunisienne d'Outa : « Le processus se déroule à 99 % en Tunisie, avec le denim transformé en chaîne et trame à Ksar Hellal, jusqu'aux couturières tunisiennes pour la confection finale. » Le fondateur de la marque a fait appel à la styliste française réputée Maud Beneteau, ancienne de chez Hedi Slimane, pour dessiner une première collection haute couture. Il dit avoir « opté pour une collection à haute valeur ajoutée » parce que le coût de production est 20 % plus élevé qu'un denim sans déchets marins.

Mais l'initiateur d'Outa pense pouvoir « fédérer d'autres entrepreneurs et inspirer les stylistes afin de produire des collections écoresponsables ». Outa a fait ses premiers pas en juin à la Fashion Week de Tunis. Maud Beneteau a vu « un défi et une dimension humaine dans ce beau projet, en accord avec l'idée de préserver la planète ».

Elle reconnaît avoir eu des difficultés à travailler « un tissu stretch, un peu épais et raide, destiné à l'origine au prêt-à-porter et sportswear, pour en faire des robes haute couture ». Cette styliste, qui a l'habitude « de matières magnifiques comme la soie, des cotons ou du lin », a hésité au départ à utiliser une fibre polyester. Mais au bout du compte, cette matière a acquis à ses yeux ses lettres de noblesse, « quand on pense qu'elle est recyclée, écologique, qu'il y a des emplois créés, des gens qui ramassent le plastique, toute une chaîne très intéressante ».

Source : AFP